



Assemblée générale

Distr. générale
15 juillet 2019
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session

Points 117 i), 137 et 148 de la liste préliminaire*

**Nominations aux sièges devenus vacants
dans les organes subsidiaires et autres nominations :
nomination de juges du Tribunal du contentieux
administratif des Nations Unies**

Projet de budget-programme pour 2020

**Administration de la justice à l'Organisation
des Nations Unies**

Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général

Résumé

L'Assemblée générale ayant décidé, par ses résolutions [61/261](#), [62/228](#) et [63/253](#), d'instituer pour l'Organisation des Nations Unies un système d'administration de la justice indépendant, transparent, professionnalisé, doté de ressources suffisantes et décentralisé, qui viendrait régler les conflits d'ordre professionnel, ledit système a vu le jour le 1^{er} juillet 2009.

Le Secrétaire général, en sa qualité de plus haut fonctionnaire de l'Organisation, rend compte dans le présent rapport du fonctionnement du système d'administration de la justice pendant l'année civile 2018, y formulant des observations à cet égard.

L'Assemblée générale ayant, dans sa résolution [73/276](#), prié le Secrétaire général de lui faire rapport sur diverses questions à sa soixante-quatorzième session, le présent rapport lui est soumis comme suite à cette demande.

L'Assemblée est invitée à prendre les décisions proposées au paragraphe 103.

* [A/74/50](#).



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Aperçu général.	3
II. Examen de la procédure formelle.	3
A. Observations sur le fonctionnement de la procédure formelle d'administration de la justice	3
B. Fonction du contrôle hiérarchique	7
C. Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies	9
D. Tribunal d'appel des Nations Unies.	16
E. Bureau de l'aide juridique au personnel	21
F. Services juridiques chargés de représenter le Secrétaire général en sa qualité de défendeur ou d'intimé	23
III. Réponses aux questions relatives à l'administration de la justice	24
A. Aperçu	24
B. Réponses	24
IV. Questions diverses.	32
V. Conclusions et décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	33
 Annexes	
I. Le système interne d'administration de la justice et ses parties prenantes : vue d'ensemble . .	34
II. Schéma du système d'administration de la justice des Nations Unies	42
III. Suite donnée par le Secrétaire général aux observations résultant de son rapport sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies (A/73/167)	43
IV. Pourcentage de fonctionnaires ayant décidé de ne pas participer au mécanisme de financement complémentaire et montant des contributions volontaires recueillies, par mois, en 2018	48
V. Réparations recommandées par le Groupe du contrôle hiérarchique et réparations pécuniaires accordées par les Tribunaux en 2018 ou versées en 2018	50

I. Aperçu général

1. Institué par l'Assemblée générale dans ses résolutions [61/261](#), [62/228](#) et [63/253](#), le système d'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies a vu le jour le 1^{er} juillet 2009. Ses fonctions et les attributions de son personnel sont décrites à l'annexe I au présent rapport, un schéma illustrant le fonctionnement du système étant proposé en son annexe II.
2. Le présent rapport, qui rend compte du fonctionnement de la procédure formelle en 2018, vient répondre aux demandes spécifiques formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution [73/276](#).

II. Examen de la procédure formelle

A. Observations sur le fonctionnement de la procédure formelle d'administration de la justice

3. L'existence d'un lien entre les décisions ayant eu une incidence sur un grand nombre de fonctionnaires et la saisine de la voie de droit formelle interne, que le Secrétaire général avait déjà notée dans de précédents rapports ([A/69/227](#), [A/70/187](#), [A/71/164](#), [A/72/204](#) et [A/73/217](#)), est demeurée une constante du système en 2018, avec des affaires jointes relatives aux modifications de l'indemnité de poste à Genève.
4. Le Groupe du contrôle hiérarchique a reçu 1 182 demandes en 2018, ce qui place cette année troisième par le volume du contentieux. Il en avait classé 1 087 au 31 décembre 2018, ce qui, par rapport au nombre total de demandes reçues, reste dans la lignée des années précédentes. Le nombre de demandes de contrôle hiérarchique dans les différents fonds et programmes était globalement du même ordre de grandeur que pour les années précédentes.
5. En 2018, les tentatives de règlement amiable de litiges soumis à la procédure formelle se sont poursuivies, permettant de vider un certain nombre de litiges sans qu'il soit besoin d'une décision sur le fond. Quatre-vingt-cinq pour cent des demandes de contrôle hiérarchique soumises au Secrétariat en 2018 n'ont pas été portées devant le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies avant le 31 décembre 2018, preuve que les entités préposées au contrôle hiérarchique continuent de contribuer décisivement à vider les griefs de fonctionnaires.
6. De même, en 2018, le Bureau de l'aide juridique au personnel a reçu 3 216 nouvelles demandes d'assistance et a classé 2 483 demandes, à la suite d'un règlement amiable ou autrement. Peu des demandes reçues ont donné lieu à contestation par la voie formelle. En 2018, le Bureau a déposé 173 demandes de contrôle hiérarchique, porté 119 affaires devant le Tribunal du contentieux administratif et assuré la représentation de fonctionnaires dans 8 autres affaires devant le Tribunal d'appel des Nations Unies. Au total, 50 % des demandes (à l'exclusion des dossiers groupés) ont fait l'objet de règlement amiable ou d'autre solution non contentieuse. Les entités assurant la représentation du défendeur ont également contribué au règlement amiable des différends dans l'intention d'éviter les contentieux inutiles.
7. La plupart des demandes d'assistance au Bureau de l'aide juridique au personnel en 2018 (68 %) intéressaient la matière des avantages et prestations, des changements majeurs apportés à l'ensemble d'émoluments ayant pris effet en 2017 et des modifications importantes ayant été apportées à l'indemnité de poste à Genève.

8. En 2018, le Tribunal du contentieux administratif a reçu 316 nouvelles requêtes, soit 233 requêtes sur le fond et 83 requêtes en sursis à exécution, une mesure interlocutoire opérant sursis à exécution d'une décision administrative. Parmi ces requêtes, 27 % concernaient le recrutement, 25 % la cessation de service et 21 % les avantages et prestations. Les questions disciplinaires et les autres questions représentaient respectivement 10 % et 17 % des requêtes (chiffres arrondis). Ces pourcentages s'inscrivent dans une tendance qui se maintient depuis que le système a commencé ses activités en 2009.

9. Quarante-quatre requêtes en instance devant le Tribunal du contentieux administratif ont été retirées en 2018, à l'issue d'un règlement amiable conclu entre les parties par voie de médiation du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, ou après la conférence de mise en état tenue par le Tribunal. Le Tribunal a clos une de ces affaires par jugement et 43 autres par ordonnance. Le nombre de requêtes était identique à celui de 2017.

10. Le Tribunal du contentieux administratif a rendu 128 jugements au total, un nombre en hausse comparativement aux 100 jugements rendus en 2017, mais qui demeure relativement bas par rapport aux années précédentes. Depuis l'avènement du système, y compris les années où des sièges de juge étaient vacants, il n'y a pas eu moins de jugements qu'en 2017 (100) et en 2015 (126)¹.

11. Le nombre d'affaires vidées est demeuré relativement faible comparativement aux années précédentes : en 2018, le Tribunal du contentieux administratif a réglé 285 requêtes au total (sans compter les transferts), contre 268 en 2017, 401 en 2016, 480 en 2015, 320 en 2014 et 325 en 2013². Ce nombre est semblable à celui des premières années d'existence du système, lorsque la jurisprudence commençait à prendre corps : 98 au deuxième semestre de 2009, 236 en 2010, 271 en 2011 et 260 en 2012.

12. Le nombre de requêtes pendantes à la fin de l'année est resté élevé, passant de 372 en 2017 à 404 en 2018, un record depuis l'institution du système. Ces affaires pendantes comprenaient un groupe d'affaires portant sur l'enquête sur les conditions d'emploi et réunissant les requêtes de 75 fonctionnaires³. Les affaires concernées avaient été renvoyées devant le Tribunal du contentieux administratif par le Tribunal d'appel le 24 mars 2016. À la fin de l'année 2018, elles étaient pendantes devant le Tribunal du contentieux à Genève depuis plus de 2 ans et 8 mois. La Présidente du Tribunal du contentieux, Teresa Maria da Silva Bravo, en a été saisie en mars 2019 et les a tranchées en mai 2019.

13. Parmi les 404 affaires pendantes reportées à 2019 figuraient 39 requêtes portant sur la question du barème des traitements unifié, dont certaines étaient pendantes devant le Tribunal du contentieux à New York depuis environ 1 an et 7 mois à la fin de l'année 2018. D'autres requêtes concernant ce barème, dans lesquelles les mêmes questions et moyens de droit étaient soulevés, avaient été déposées auprès d'un autre greffe du Tribunal du contentieux administratif. Le Tribunal les a tranchées par trois jugements (UNDT/2017/097, UNDT/2017/098 et UNDT/2017/099) en décembre

¹ Ces nombres (100, 126 et 128) ne comprennent pas les jugements sur désistement. Dans les jugements sur désistement, le Tribunal ne tranche pas un litige en cours entre les parties : il constate le désistement de la requête et décide du classement de l'affaire.

² Les transferts n'avaient pas été comptés parmi les affaires réglées en 2017. Les affaires réglées comprenaient 21 transferts en 2016, elles en comprenaient 3 en 2015, 22 en 2014 et 8 en 2013.

³ Le Tribunal d'appel avait renvoyé 98 affaires devant le Tribunal du contentieux ; les requérants n'ont pas procédé dans 23 d'entre elles, qui ont donc été classées, de sorte qu'il en restait 75. Vingt-cinq nouvelles requêtes ont par la suite été déposées concernant la même enquête sur les conditions d'emploi et regroupées en 5 affaires, portant le nombre d'affaires pendantes à ce sujet à 80.

2017, soit un an avant le report des requêtes de New York. Ces jugements ont été portés en appel, ce qui a donné lieu à 3 arrêts du Tribunal d'appel datés du 29 juin 2018 (2018-UNAT-840, 2018-UNAT-841 et 2018-UNAT-842). En décembre 2018, le Tribunal a classé 7 de ces 39 requêtes par 7 jugements sur désistement. En février et au début du mois d'avril 2019, un juge diffèrent a classé 6 autres de ces requêtes par jugement sur désistement. Les 26 requêtes restantes ont été réattribuées à un juge à mi-temps au début de son mandat en avril 2019. En avril et au début du mois de mai 2019, le juge a rejeté 16 requêtes par 2 jugements, considérant qu'il n'existait aucun point de droit défendable et que la décision du Tribunal d'appel sur la question du barème des traitements unifié liait le Tribunal du contentieux administratif. Dans 10 autres affaires, les fonctionnaires se sont désistés de leurs demandes ; le Tribunal a rendu un jugement sur désistement dans chacune. Les activités menées par la Présidente du Tribunal du contentieux, la juge Bravo, en collaboration avec le Greffier en chef du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel, afin d'appliquer la résolution 73/276 de l'Assemblée et d'augmenter l'efficacité du Tribunal du contentieux administratif et d'en améliorer les résultats, comme l'Assemblée les en avait priés, ont été interrompues du fait des circonstances décrites ci-après au paragraphe 17.

14. Les 404 affaires reportées à 2019 comprenaient également des affaires en souffrance, dans lesquelles les parties avaient déposé leurs dernières conclusions écrites et aucun acte n'avait été posé par le Tribunal du contentieux administratif depuis des mois, voire parfois des années. Rien dans le statut ou dans le règlement de procédure du Tribunal du contentieux administratif n'impose au juge saisi d'une affaire de statuer sur la requête et la réponse dans un délai prescrit. Ce sont les fonctionnaires, les cadres et les unités de travail, ainsi que l'Organisation, qui assument le coût de ces retards et en subissent les conséquences. Le fait que ces affaires demeurent inscrites au rôle a également une incidence sur la charge de travail des juristes du Bureau de l'aide juridique au personnel et des avocats du défendeur.

15. Le délai de traitement des affaires par le Tribunal du contentieux administratif est resté plus long qu'en 2016 et environ égal à celui de 2017. En plus des 372 affaires pendantes au 31 décembre 2017, 316 nouvelles affaires ont été enrôlées au Tribunal du contentieux administratif (sans compter les 32 affaires transférées d'un greffe à l'autre). En 2018, 317 affaires ont été réglées. Au total, 56 % des affaires, pendantes ou nouvelles, n'avaient pas été réglées à la fin de l'année 2018 contre 58 % en 2017 et 39 % en 2016. Les requêtes en sursis à exécution, qui doivent être traitées dans un délai de cinq jours, ont des répercussions sur les travaux du Tribunal du contentieux administratif et de tous les bureaux et entités concernés, surtout en cas de dépôt simultané d'une pluralité de requêtes, par exemple lors de la liquidation ou de la réduction des effectifs d'une mission.

16. Dans sa résolution 71/266 du 23 décembre 2016, l'Assemblée a approuvé la proposition que le Secrétaire général a faite de modifier les Statuts du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel de façon à habiliter les Présidents de ces tribunaux à s'assurer que les décisions sont rendues en toute célérité. Dans sa résolution 73/276 du 22 décembre 2018, l'Assemblée a noté avec préoccupation le nombre de requêtes en instance au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies (par. 21), prié le Secrétaire général d'inviter le Conseil de justice interne à veiller à ce qu'il soit statué sur toutes affaires en toute célérité et à rendre compte de la question, conformément à son mandat, ainsi qu'à lui donner son avis sur la mise en place du système d'administration de la justice (par. 23) ; et rappelé le paragraphe 14 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/73/428), prié le Président du Tribunal du contentieux administratif et le Greffier en chef du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel de travailler ensemble à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de traitement des affaires

assorti d'un tableau de bord de suivi en temps réel des affaires et d'indicateurs de résultat en matière de traitement du contentieux, pris note des recommandations 7 à 11, concernant l'efficacité judiciaire et opérationnelle, que le Conseil de justice interne avait formulées dans son rapport (A/73/218), souligné qu'il fallait améliorer l'efficacité administrative et prié le Secrétaire général de lui rendre compte des progrès accomplis à sa soixante-quatorzième session (par. 24).

17. La juge Bravo, juge à temps plein à Genève, a été élue Présidente du Tribunal du contentieux administratif pour un an à compter du 1^{er} janvier 2019. En avril 2019, la juge Izuako, juge *ad litem* à Nairobi, a été élue nouvelle Présidente du Tribunal du contentieux administratif pour une durée indéterminée par les six autres juges. Il a été demandé à la juge Bravo de quitter ses fonctions de Présidente, ce à quoi elle s'est opposée. Ces prétentions concurrentes à la Présidence du Tribunal du contentieux administratif, un problème non résolu, mettent au jour l'instabilité de la position d'une personne dûment élue à la Présidence lorsque ce rôle suppose d'exercer une autorité administrative au sein du Tribunal⁴. L'Assemblée pourrait juger utile d'y remédier, en se fondant sur une recommandation du Conseil de justice interne.

18. En 2018, 53 nouveaux appels ont été formés contre des jugements du Tribunal du contentieux administratif auprès du Tribunal d'appel. L'une ou l'autre des parties peut interjeter appel d'un jugement du Tribunal du contentieux administratif. En 2018, le Tribunal d'appel a tranché 54 appels pendants contre des jugements du Tribunal du contentieux administratif : il a rejeté 32 appels et en a accueilli 18 dans leur intégralité et 4 en partie. Une des 54 affaires a été renvoyée au Tribunal du contentieux administratif.

19. La proportion de requérants non assistés par un conseil devant le Tribunal du contentieux administratif est demeurée relativement basse (39,2 %) en 2018. Le pourcentage de membres du personnel représentés par le Bureau de l'aide juridique au personnel devant le Tribunal s'est établi à 44,6 % en 2018, une baisse par rapport au taux de 57 % en 2017, année pendant laquelle le Bureau a représenté des groupes importants de membres du personnel dans des affaires d'avantages et de prestations.

20. Depuis 2017, deux entités internationales ont accepté la compétence de l'un des tribunaux ou des deux. L'Organisation météorologique mondiale a accepté la compétence du Tribunal d'appel à compter du 1^{er} juillet 2017 en vertu du paragraphe 10 de l'article 2 du Statut du Tribunal d'appel. Le 16 janvier 2019, la Cour internationale de Justice, qui avait déjà accepté la compétence du Tribunal d'appel, a étendu son association avec le système de justice interne des Nations Unies en acceptant la compétence du Tribunal du contentieux administratif en vertu du paragraphe 5 de

⁴ Par. 4 7) du Statut du Tribunal du contentieux administratif (tel que modifié par le paragraphe 44 de la résolution 71/266 de l'Assemblée générale) : « Le Tribunal élit son Président, qui est habilité, entre autres, à s'assurer que les décisions sont rendues en toute célérité. » Art. 1 du Règlement de procédure du Tribunal du contentieux administratif : « 1. Conformément au Statut du Tribunal du contentieux administratif, pour diriger les activités du Tribunal et des greffes, le Tribunal élit son président parmi les juges à plein temps pour un mandat d'une année renouvelable. » Par. 24 de la résolution 73/276 de l'Assemblée générale : « 24. Rappelle le paragraphe 14 du rapport du Comité consultatif [A/73/428], prie le Président du Tribunal du contentieux administratif et le Greffier en chef du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel de travailler ensemble à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de traitement des affaires assorti d'un tableau de bord de suivi en temps réel des affaires et d'indicateurs de résultat en matière de traitement du contentieux, prend note des recommandations 7 à 11, concernant l'efficacité judiciaire et opérationnelle, que le Conseil de justice interne a formulées dans son rapport, souligne qu'il faut améliorer l'efficacité administrative et prie le Secrétaire général de lui rendre compte des progrès accomplis à sa soixante-quatorzième session ».

l'article 2 du Statut du Tribunal du contentieux administratif. Quelques autres entités envisagent également d'accepter la compétence de l'un des tribunaux ou des deux.

21. Plusieurs autres tendances donnent également à penser qu'il est nécessaire d'accroître la transparence et l'application du principe de responsabilité dans le fonctionnement du Tribunal du contentieux administratif. Elles sont exposées dans la section III.B, à la rubrique « Plan de traitement des affaires et initiatives connexes ».

B. Fonction du contrôle hiérarchique

22. Première étape de la procédure formelle d'administration de la justice, le contrôle hiérarchique est décrit à l'annexe I.

23. Le nombre de demandes de contrôle hiérarchique reçues pour la période 2009-2018 au Secrétariat et dans les fonds et programmes est présenté au tableau 1. Le tableau 2 ventile le nombre de demandes de contrôle hiérarchique reçues en 2018 au Secrétariat et dans les fonds et programmes en fonction de la suite qui leur a été donnée. Le tableau 3 rend compte de l'issue des affaires portées devant le Tribunal du contentieux administratif à la suite d'un contrôle hiérarchique en 2018, en indiquant le nombre d'affaires par type d'issue, à l'exclusion des affaires résultant de décisions administratives n'ayant pas donné lieu à contrôle hiérarchique.

Tableau 1

Demandes de contrôle hiérarchique reçues pour la période 2009-2018

Année	Demandes reçues						
	Secrétariat	PNUD	HCR	UNOPS	FNUAP	UNICEF	ONU-Femmes
2009	184	20	36	1	s.o.	2	–
2010	427	13	22	1	4	16	–
2011	952	17	77	4	5	33	–
2012	837	11	56	4	18	60	–
2013	933	31	57	4	10	18	–
2014	1 541	37	45	1	23	31	–
2015	873	33	130	1	16	18	–
2016	944	12	100	4	12	41	2
2017	1 888	54	110	44	3	33	11
2018	1 182 ^a	55	94	39 ^b	14	58	9
Total	9 761	283	727	103	105	310	22

Abréviations : FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la population ; HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; ONU-Femmes : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement ; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

^a Parmi les demandes reçues en 2018 par le Groupe du contrôle hiérarchique du Secrétariat figuraient : a) 676 demandes déposées par des fonctionnaires de Genève concernant la décision de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) de modifier le coefficient d'ajustement pour les fonctionnaires affectés à Genève ; b) 26 demandes déposées par le personnel de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) concernant la fermeture de bases d'opérations ; c) 15 demandes déposées par le personnel de diverses entités sur des questions liées à l'octroi d'un engagement de caractère continu.

(Voir suite des notes du tableau 1 page suivante)

(Suite des notes du tableau 1)

^b Parmi les demandes reçues en 2018 par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets figuraient 33 demandes déposées par des fonctionnaires de Genève concernant la décision de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) de modifier le coefficient d'ajustement pour les fonctionnaires affectés à Genève.

Tableau 2

Suite donnée aux demandes de contrôle hiérarchique présentées en 2018

Entité	Demandes tranchées en 2018 ^a	Décisions confirmées	Décisions infirmées	Demandes réglées autrement	Décisions portées devant le Tribunal du contentieux administratif en 2018	Demandes reportées à 2019 ^b
Secrétariat	1 248	1 048	6	194	165	95
PNUD	56	43	4	9	28	2
HCR	81	77	0	4	11	18
UNOPS	40	39	0	1	38	0
UNICEF	63	56	3	4	16	4
FNUAP	10	8	0	3	6	3
ONU-Femmes	9	6	1	2	4	1

^a Sont comprises les affaires introduites en 2018 et celles reportées de 2017 et des années précédentes.

^b Sont comprises toutes les affaires non réglées en 2018 et reportées en 2019.

Tableau 3

Issue des affaires portées devant le Tribunal du contentieux administratif en 2018 après contrôle hiérarchique

Entité	Nombre total d'affaires ^a	Affaires réglées ou retirées	Décisions confirmées	Décisions partiellement confirmées	Décisions infirmées
Secrétariat	105	35	50	1	19
PNUD	11	2	9	0	0
HCR	18	5	11	0	2
UNOPS	2 ^b	0	2 ^b	0	0
UNICEF	5	0	4	0	1
FNUAP	2	1	1	0	0
ONU-Femmes	2	0	2	0	0

^a Correspond à toutes les affaires, jugées par le Tribunal, réglées par les parties ou retirées par le requérant en 2018, à l'occasion desquelles l'entité a assuré la représentation du Secrétaire général ayant qualité de défendeur (y compris les requêtes en sursis à exécution), indépendamment de la date de dépôt de la requête.

^b Sont comprises les demandes introduites par de nombreux membres du personnel de Genève concernant la décision de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) de modifier le coefficient d'ajustement applicable aux fonctionnaires de ce lieu d'affectation.

C. Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies

1. Composition

24. En 2018, le Tribunal du contentieux administratif était composé comme suit : Teresa Maria da Silva Bravo, juge à temps complet siégeant à Genève, Memooda Ebrahim-Carstens, juge à temps complet siégeant à New York et Agnieszka Klonowiecka-Milart, juge à temps complet siégeant à Nairobi ; Alexander W. Hunter Jr. et Goolam Hoosen Kader-Meeran, juges à mi-temps ; Rowan Downing, juge *ad litem* siégeant à Genève, Alessandra Greceanu, juge *ad litem* siégeant à New York, et Nkemdilig Amelia Izuako, juge *ad litem* siégeant à Nairobi.

25. Dans sa résolution 73/276, l'Assemblée générale a décidé de ne pas reconduire le poste de juge *ad litem* à New York, qui venait à expiration le 31 décembre 2018 (par. 38) ; elle a aussi décidé de reconduire les deux postes de juge *ad litem* à Genève et à Nairobi et les contrats de leurs actuels titulaires, les juges Downing et Izuako, en attendant que soient proposés des candidats pour les quatre postes de juge à mi-temps et que soient élus quatre juges à mi-temps, élection qui devrait avoir lieu le 31 décembre 2019 au plus tard. Les juges Ebrahim-Carstens et Kader-Meeran ont achevé leur mandat le 30 juin 2019 et ont été remplacés par les juges Joëlle Adda (juge à temps complet à New York) et Francesco Buffa (juge à mi-temps).

26. En 2018, les juges du Tribunal du contentieux administratif ont tenu une réunion plénière à New York, du 15 au 19 octobre.

27. On trouvera à l'annexe I des renseignements plus détaillés sur le Tribunal du contentieux administratif, y compris sur sa compétence.

2. Activités judiciaires

a) Volume du contentieux

28. En 2018, 316 nouvelles requêtes ont été présentées. De plus, 32 affaires ont fait l'objet d'un transfert entre greffes. Le Tribunal peut transférer des affaires d'un greffe à un autre pour équilibrer la charge de travail ou à des fins particulières. Il doit pour ce faire clore l'affaire au greffe d'origine et ouvrir une nouvelle procédure au greffe auquel l'affaire est transférée. Le terme « requête » s'entend des demandes de toute nature portées devant le Tribunal du contentieux administratif ayant donné lieu à la mise au rôle d'une affaire. Le Tribunal a regroupé des affaires concernant 807 fonctionnaires, lesquels invoquaient des moyens de fait et de droit semblables dans des requêtes distinctes⁵.

29. En 2018, le Tribunal a statué sur 285 requêtes : il a rendu un jugement concernant 137 d'entre elles (dont neuf jugements de désistement), 82 ont fait l'objet d'une ordonnance de sursis à exécution et 66 d'une autre ordonnance. Trente-deux affaires ont été classées dans un des lieux où siège le Tribunal grâce aux transferts entre greffes. Au 31 décembre 2016, 257 requêtes étaient en instance, contre 372 au 31 décembre 2017. Au 31 décembre 2018, 404 requêtes étaient pendantes (soit 57 % de plus qu'au 31 décembre 2016). Les nouvelles requêtes comprenaient une affaire importante regroupant 802 requérants (y compris des fonds et programmes) qui contestaient les changements apportés au coefficient d'ajustement à Genève.

30. Au début de son mandat de présidente, la juge Bravo s'est mise en rapport avec le Greffier en chef pour obtenir des données globales et a organisé un débat sur un

⁵ Une requête peut être déposée par plus d'un requérant. Plusieurs requêtes peuvent être groupées selon l'organisation à laquelle les fonctionnaires appartiennent, l'objet des requêtes ou d'autres facteurs.

plan de gestion des affaires. Elle a fixé des objectifs concernant le nombre de jugements à rendre et d'affaires à trancher par mois, par lieu où siège le Tribunal et par juge et a établi un cadre relatif à l'affectation des juges à mi-temps. Conformément au Code de déontologie judiciaire à l'usage des membres du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et du Tribunal d'appel des Nations Unies, les juges statuent dans les trois mois à compter de la fin des audiences ; pour 2017 et 2018, 67 % des jugements ont été rendus dans les délais dans un des lieux où siège le Tribunal, ce qui est le taux le plus élevé, contre 14 % dans un autre, ce qui est le taux le plus bas. Le délai entre le dépôt des requêtes et la délivrance par le Tribunal d'une première ordonnance y relative a varié de 1 à 392 jours. Au 14 juin 2019, 99 des 316 requêtes déposées en 2018 avaient fait l'objet d'une ordonnance.

31. Le tableau 4 présente le nombre d'affaires enrôlées, tranchées et pendantes au Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies par an, entre 2009 et 2018. Pour 2018, les requêtes enrôlées et tranchées sont ventilées comme suit : jugements et ordonnances sur le fond, ordonnances de sursis à exécution et transferts entre greffes⁶. Le Tribunal du contentieux administratif est tenu d'examiner toute requête en sursis à exécution de telle décision administrative contestée dont il est saisi dans les cinq jours suivant sa signification au défendeur. Sans être aussi consistantes que les requêtes sur le fond, les requêtes en sursis à exécution doivent être examinées dans des délais très courts par le Tribunal, qui doit rechercher si la décision contestée est irrégulière de prime abord, si la situation qu'elle crée doit être réglée d'urgence et si sa mise à exécution causerait au requérant un préjudice irréparable⁷, ce qui peut exiger beaucoup de travail de la part du Tribunal et des greffes et venir compliquer le traitement des requêtes sur le fond en instance. Le tableau 5 précise le nombre de requêtes en sursis à exécution reçues et le nombre de jugements rendus par an pour la période allant de 2009 à 2018. Le tableau 6 indique quant à lui le nombre de requêtes reçues, tranchées et pendantes par an, entre 2009 et 2018, par lieu où siège le Tribunal.

Tableau 4

Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies : nombre d'affaires enrôlées, tranchées et pendantes, tel qu'il a été communiqué (2009-2018)

<i>Année</i>	<i>Affaires enrôlées^a</i>	<i>Affaires tranchées</i>	<i>Affaires pendantes (à la fin de l'année)</i>
2009	281	98	183
2010	307	236	254
2011	281	271	264
2012	258	260	262
2013	289	325	226
2014	411	320	317
2015	438	480	275
2016	383	401	257

⁶ Le Tribunal du contentieux administratif peut transférer des affaires entre greffes pour diverses raisons. S'il est utile – et parfois nécessaire – de transférer des affaires d'un greffe du Tribunal à un autre afin d'équilibrer la charge de travail du Tribunal, la méthode actuelle d'enregistrement d'une affaire transférée à un autre greffe comme étant classée au greffe où elle a été initialement déposée fait que l'affaire est considérée comme tranchée par le Tribunal dans le lieu initial et comme faisant l'objet d'une nouvelle requête déposée au greffe du lieu où elle a été transférée. Une telle pratique fausse les données globales sur le volume du contentieux et la nature des affaires. Afin de garantir l'exactitude des informations consignées, les greffes examinent actuellement la méthode de calcul utilisée pour le transfert des affaires.

⁷ Article 13.1 du Règlement de procédure du Tribunal du contentieux administratif.

<i>Année</i>	<i>Affaires enrôlées^a</i>			<i>Affaires tranchées</i>			<i>Affaires pendantes (à la fin de l'année)</i>		
2017	382			268			372		
2018	348			317 ^b			404		
	<i>Fond</i>	<i>Sursis à exécution</i>	<i>Transfert</i>	<i>Fond</i>	<i>Sursis à exécution</i>	<i>Transfert</i>	<i>Fond</i>	<i>Sursis à exécution</i>	<i>Transfert</i>
	231	85	32	203	82	32	401	3	0
Total	3388			2886					

^a Sont comprises dans les chiffres figurant dans les tableaux les requêtes en sursis à exécution introduites devant le Tribunal du contentieux administratif ; ce dernier a été saisi de 85 requêtes de ce type en 2018.

^b Sur les 317 requêtes tranchées (32 transferts et 285 requêtes tranchées définitivement), 158 ont été déposées en 2018, 98 en 2017, 48 en 2016, 10 en 2015, 1 en 2014 et 2 en 2013.

Tableau 5

Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies : nombre de requêtes en sursis à exécution reçues et de jugements rendus, 2010-2018

<i>Année</i>	<i>Requêtes en sursis à exécution reçues</i>	<i>Jugements rendus</i>
2010	21	217 (dont 3 jugements de désistement)
2011	74	219
2012	45	208 (dont 3 jugements de désistement)
2013	109	181 (dont 13 jugements de désistement)
2014	57	148 (dont 10 jugements de désistement)
2015	85	126
2016	56	221
2017	86	100
2018	85	128

Tableau 6

Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies : nombre d'affaires enrôlées, tranchées et pendantes, tel qu'il a été communiqué, par lieu où siège le Tribunal (2009-2018)

<i>Année</i>	<i>Affaires enrôlées</i>			<i>Affaires tranchées</i>			<i>Affaires pendantes (à la fin de l'année)</i>		
	<i>Genève</i>	<i>Nairobi</i>	<i>New York</i>	<i>Genève</i>	<i>Nairobi</i>	<i>New York</i>	<i>Genève</i>	<i>Nairobi</i>	<i>New York</i>
2009	108	74	99	57	19	22	51	55	77
2010	120	80	107	101	59	76	70	76	108
2011	95	89	97	119	59	93	46	106	112
2012	94	78	86	106	76	78	34	108	120
2013	75	96	118	77	103	145	32	101	93
2014	209	115	87	67	128	125	174	88	55
2015	182	190	66	285	127	68	71	151	53
2016	215	92	76	147	163	91	139	80	38
2017	127	137	118	108	100	60	158	118	96

Année	Affaires enrôlées			Affaires tranchées			Affaires pendantes (à la fin de l'année)		
	Genève	Nairobi	New York	Genève	Nairobi	New York	Genève	Nairobi	New York
2018	127	132 ^a	89 ^b	124 ^c	116 ^d	77 ^e	161	134	109
Total	1 352	1 083	943	1 191	950	866	–	–	–

^a Dont 10 transferts de Genève et 1 transfert de New York.

^b Dont 10 transferts de Genève et 10 transferts de Nairobi.

^c Dont 10 transferts à New York et 10 transferts à Nairobi.

^d Dont 10 transferts à New York.

^e Dont un transfert à Nairobi.

b) Nombre de jugements, d'ordonnances et de séances

32. Le tableau 7 présente le nombre total de jugements, d'ordonnances et de séances pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 31 décembre 2018, ventilé par lieu où siège le Tribunal. Les affaires ont été tranchées par voie de jugement ou d'ordonnance ; un même jugement ou une même ordonnance peut vider plusieurs requêtes. Neuf « jugements de désistement » ne sont pas pris en compte dans le nombre de jugements rendus en 2018 : ils ne tranchent pas un litige en cours entre les parties, mais constatent le désistement des parties et le classement de l'affaire. Un jugement de désistement a été rendu à Genève et huit à New York. L'ancienne pratique du Tribunal du contentieux administratif qui consistait à classer une affaire par jugement après le retrait, par le requérant, de sa requête, qui avait pris fin en avril 2014, est réapparue en novembre 2018 et s'est poursuivie en 2019. En novembre et décembre 2018, neuf jugements de désistement se sont ajoutés aux 128 autres jugements rendus par le Tribunal en 2018. Entre avril 2014 et novembre 2018, les affaires dans lesquelles le requérant avait retiré sa requête ont été classées par ordonnance. Les jugements sont des décisions portant sur des litiges, mais lorsque le requérant se désiste et retire sa requête, il n'y a plus de litige à trancher. Le traitement des désistements comme des jugements ou des ordonnances entraîne des incohérences pour ce qui est de l'inscription des affaires au rôle, de l'analyse des tendances et de l'emploi des ressources, et donne une vision erronée de la charge de travail. Le risque existe aussi de compter deux fois les affaires : par exemple, l'ombudsman pourrait régler une affaire par la médiation, tandis que le Tribunal pourrait considérer que le différend est réglé par le prononcé d'un jugement. Afin d'améliorer l'exactitude des informations consignées, les greffes examinent actuellement un moyen d'uniformiser le classement des affaires à la suite du désistement des parties, de sorte que cette décision de classement ne puisse pas être considérée comme une décision judiciaire.

Tableau 7

Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies : nombre de jugements, d'ordonnances et de séances, tel qu'il a été communiqué, par lieu où siège le Tribunal (2009-2018)

Année	Jugements				Ordonnances				Séances ^a			
	Genève	Nairobi	New York	Total	Genève	Nairobi	New York	Total	Genève	Nairobi	New York	Total
2009	44	20	33	97	39	26	190	255	21	33	118	172
2010	83	52	82	217	93	248	338	679	54	116	91	261
2011	86	52	81	219	224	144	304	672	54	117	78	249
2012	79	65	64	208	172	183	271	626	24	88	75	187
2013	41	67	73	181	201	219	355	775	32	114	72	218

Année	Jugements				Ordonnances				Séances ^a			
	Genève	Nairobi	New York	Total	Genève	Nairobi	New York	Total	Genève	Nairobi	New York	Total
2014	37	67	44	148	197	275	355	827	31	119	108	258
2015	48	40	38	126	272	405	315	992	58	66	68	192
2016	64	107	50	221	250	501	285	1 036	55	60	68	183
2017	35	46	19	100 ^b	262	219	282	763	97	71	43	211
2018	48 ^b	56	24 ^b	128 ^b	207 ^c	193	258 ^c	658 ^c	88	55	27	170
Total	565	572	508	1 417	1 917	2 413	2 953	7 283	514	839	748	2 101

^a Le terme « séance » désigne l'unité globale utilisée pour rendre compte de la même manière pour les trois greffes de la charge de travail correspondant aux audiences. Une audience peut se décomposer au maximum en trois séances quotidiennes (le matin, l'après-midi et le soir) étalées sur plusieurs jours. Quatre-vingt-une séances ont été consacrées à la mise en état des affaires.

^b Ces chiffres ne comprennent pas les jugements de désistement, dans lesquels il n'est pas statué sur un litige et qui sont comptabilisés avec les ordonnances.

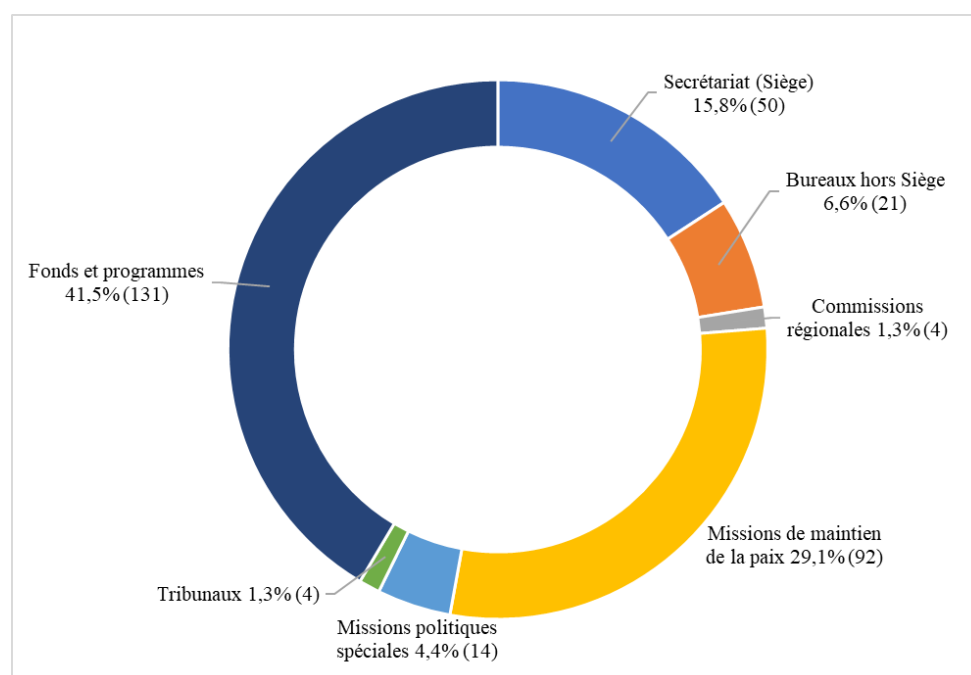
^c Ces chiffres comprennent les ordonnances venues vider des requêtes (82 ordonnances de sursis à exécution, des désistements et 32 transferts entre greffes (tel greffe classe le dossier et tel autre en ouvre un nouveau dans un autre lieu où siège le Tribunal), ainsi que 357 ordonnances de mise en état, 35 ordonnances de prorogation de délai et 78 ordonnances diverses.

c) Origine des requêtes

33. Les auteurs des requêtes déposées en 2018 se répartissaient comme suit : directeurs (14) ; administrateurs (168) ; agents des services généraux (69) ; agents du Service mobile (32) ; sécurité (6) ; personnel recruté sur le plan national (10) ; autres (17).

34. Les 316 requêtes introduites en 2018 l'ont été par des fonctionnaires de plusieurs entités, comme il ressort de la figure I.

Figure I
Répartition des requérants par entité

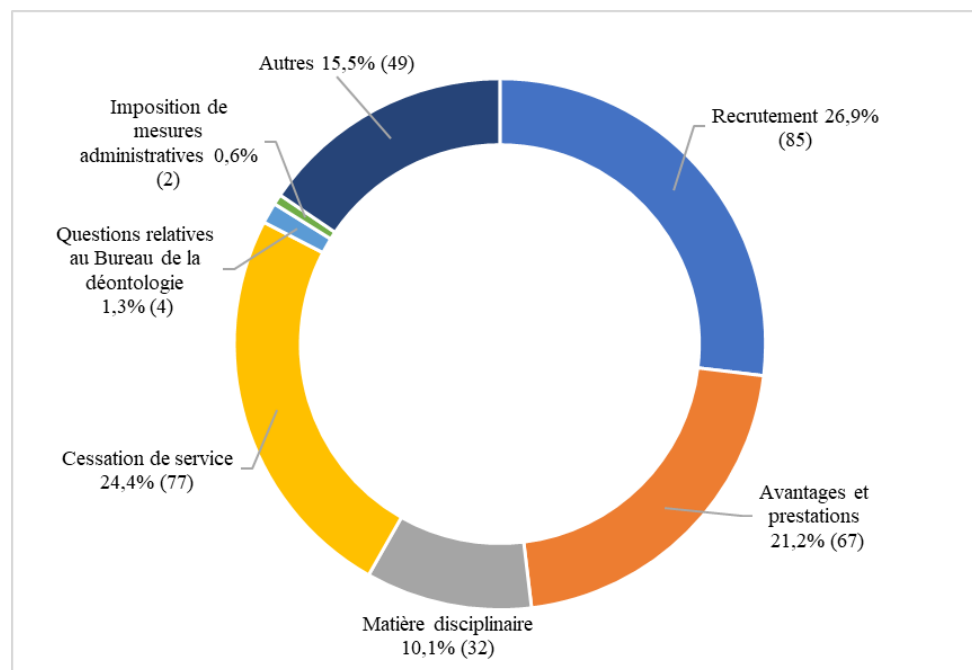


d) Nature du contentieux

35. Les affaires introduites en 2018 sont réparties en cinq grandes catégories : a) avantages et prestations ; b) recrutement (non-sélection, non-promotion, etc.) ; c) cessation de service (non-renouvellement et autres questions connexes) ; d) matière disciplinaire ; e) autres (y compris les questions relatives au Bureau de la déontologie et l'imposition de mesures administratives), comme il ressort de la figure II.

Figure II

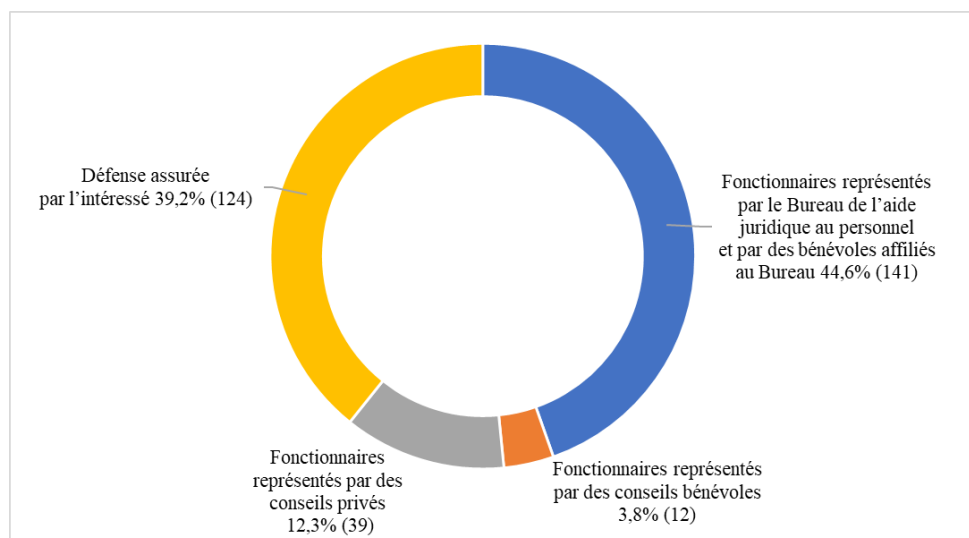
Répartition des requêtes reçues selon leur objet



e) Représentation des fonctionnaires

36. Le Bureau de l'aide juridique au personnel, des bénévoles, fonctionnaires en activité ou anciens fonctionnaires de l'Organisation, et des conseils privés ont assuré la représentation des fonctionnaires devant le Tribunal du contentieux administratif dans la majorité des affaires introduites en 2018, comme le montre la figure III.

Figure III
Représentation des fonctionnaires



f) Règlement à l'amiable

37. Par suite de règlement amiable intervenu après la mise en état de l'affaire, de renvoi aux fins de médiation au Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, de désistement du requérant consécutif à l'intervention d'une solution amiable entre les parties, ou par le jeu d'autres moyens, 44 affaires en instance devant le Tribunal ont été réglées sans qu'il soit besoin de décision sur le fond.

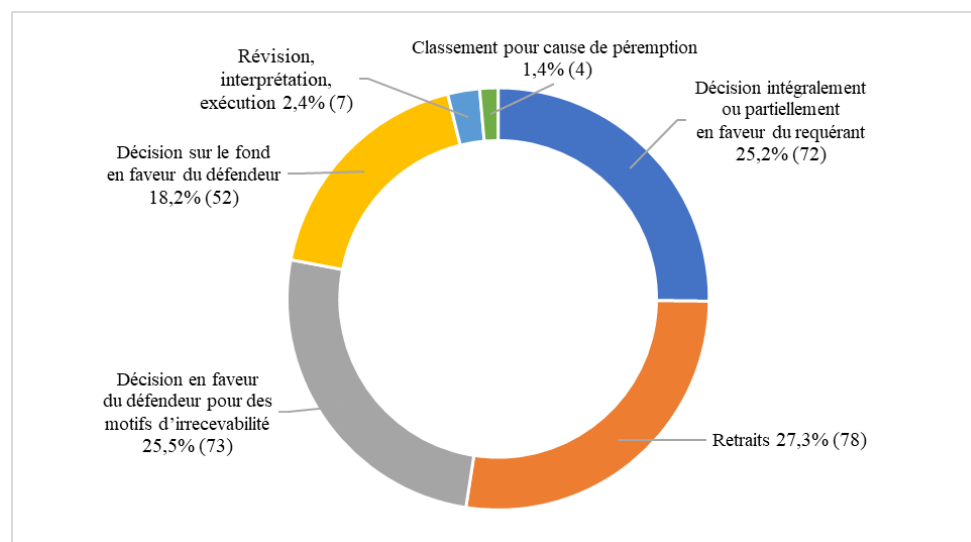
g) Renvoi à la médiation

38. En 2018, le Tribunal du contentieux administratif a renvoyé 13 affaires au Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, conformément au paragraphe 3 de l'article 10 de son statut. Deux affaires en instance ont été réglées par voie de médiation, à l'issue de laquelle les requérants se sont désistés.

h) Issue des affaires

39. La figure IV renseigne sur l'issue des 285 requêtes tranchées par le Tribunal du contentieux administratif en 2018, y compris les requêtes en sursis à exécution. Ont été comptabilisées sous la rubrique « Retraits » les affaires réglées à l'amiable ou ayant fait l'objet d'un désistement alors qu'elles étaient pendantes devant le Tribunal.

Figure IV
Issue des affaires tranchées



i) Renvois aux fins d'action récursoire

40. Le Tribunal du contentieux administratif a déferé une affaire aux fins d'action récursoire en application du paragraphe 8 de l'article 10 de son statut (l'affaire UNDT/2018/71). Ce renvoi a été porté à l'attention du Secrétaire général, qui a demandé aux fonctionnaires compétents de l'Organisation de prendre les mesures voulues.

D. Tribunal d'appel des Nations Unies

1. Composition

41. Le Tribunal d'appel des Nations Unies était composé de six juges en 2018, jusqu'au 30 juin 2019 : le juge Dimitrios Raikos (Grèce), la juge Sabine Knierim (Allemagne), la juge Martha Halfeld Furtado de Mendonça Schmidt (Brésil), le juge Richard Lussick (Samoa), la juge Deborah Thomas-Felix (Trinité-et-Tobago) et le juge John Raymond Murphy (Afrique du Sud). Le 1^{er} juillet 2019, les mandats des juges Lussick et Thomas-Felix ont pris fin. Les mandats des juges nouvellement élus, Graeme Colgan (Nouvelle-Zélande), Jean-François Neven (Belgique) et Kanwaldeep Sandhu (Canada), ont débuté le 1^{er} juillet 2019.

42. En octobre 2018, le juge Raikos a été élu Président, avec effet au 1^{er} janvier 2019, pour un mandat d'un an. Les juges Knierim et Halfeld ont été élus respectivement premier et deuxième Vice-Présidents et complètent la composition du Bureau du Tribunal d'appel pour 2019.

43. Le Tribunal d'appel est compétent pour connaître des appels formés contre les jugements du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies, motif pris de ce que celui-ci : a) aurait outrepassé sa compétence ; b) n'aurait pas exercé la compétence dont il est investi ; c) aurait commis une erreur sur un point de droit ; d) aurait commis, dans la procédure, une erreur propre à influencer le jugement ; ou e) aurait commis, sur un point de fait, une erreur ayant entraîné un jugement manifestement déraisonnable. Le Tribunal d'appel est également l'organe d'appel

d'un certain nombre d'organisations et d'institutions ne relevant pas du Secrétariat de l'ONU ou des fonds et programmes des Nations Unies.

44. On trouvera à l'annexe I des renseignements plus détaillés sur le Tribunal d'appel, y compris sur sa compétence.

2. Activités judiciaires

a) Sessions

45. Le Tribunal d'appel a tenu trois sessions en 2018 : une session de printemps, du 11 au 22 mars, une session d'été, du 18 au 29 juin, et une session d'automne, du 15 au 26 octobre.

b) Volume du contentieux

46. En 2018, le Tribunal d'appel a été saisi de 84 nouveaux recours⁸ et en a tranché 89. Au 1^{er} janvier 2018, 40 affaires étaient pendantes. Le 31 décembre 2018, 35 l'étaient toujours. Le tableau 8 présente le nombre d'affaires enrôlées, tranchées et pendantes pour 2018 et les années précédentes, ainsi que celui des requêtes interlocutoires déposées.

Tableau 8

Tribunal d'appel des Nations Unies : nombre d'affaires enrôlées, tranchées et pendantes et de requêtes interlocutoires déposées, tel qu'il a été communiqué (2009-2018)

<i>Année</i>	<i>Affaires enrôlées</i>	<i>Affaires tranchées</i>	<i>Affaires pendantes</i>	<i>Requêtes interlocutoires déposées</i>
2009	19	— ^a	19	—
2010	167	95	91	26
2011	96	104	83	38
2012	142	103	122	45
2013	125	137	110	39
2014	137	146	101	84
2015	191	145	147	81
2016	170	221	96	45
2017	88	152	40	40
2018	84	89	35	38
Total	1 219	1 192	—	436

^a Le Tribunal d'appel n'a pas tenu de session en 2009, sa première session ayant eu lieu au printemps 2010.

c) Origine des requêtes

47. Les 84 nouveaux recours formés en 2018 se répartissent comme suit : 53 contre des jugements du Tribunal du contentieux administratif (24 par des fonctionnaires et 29 au nom du Secrétaire général) ; 21 contre des jugements rendus par le Tribunal du

⁸ L'expression « recours » s'entend des appels formés contre des jugements du Tribunal du contentieux administratif ou contre des décisions prises par le chef d'une entité ou par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ainsi que des demandes en interprétation, en révision et en rectification.

contentieux administratif de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) (18 par des fonctionnaires et 3 au nom du Commissaire général) ; 2 contre des décisions prises par le Comité permanent agissant au nom de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ; 3 contre une décision du Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ; 1 contre une décision du Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins ; 1 contre un jugement de l'ancien Tribunal administratif des Nations Unies. On dénombre en outre, relativement à un arrêt du Tribunal d'appel, deux demandes en révision et une demande en interprétation.

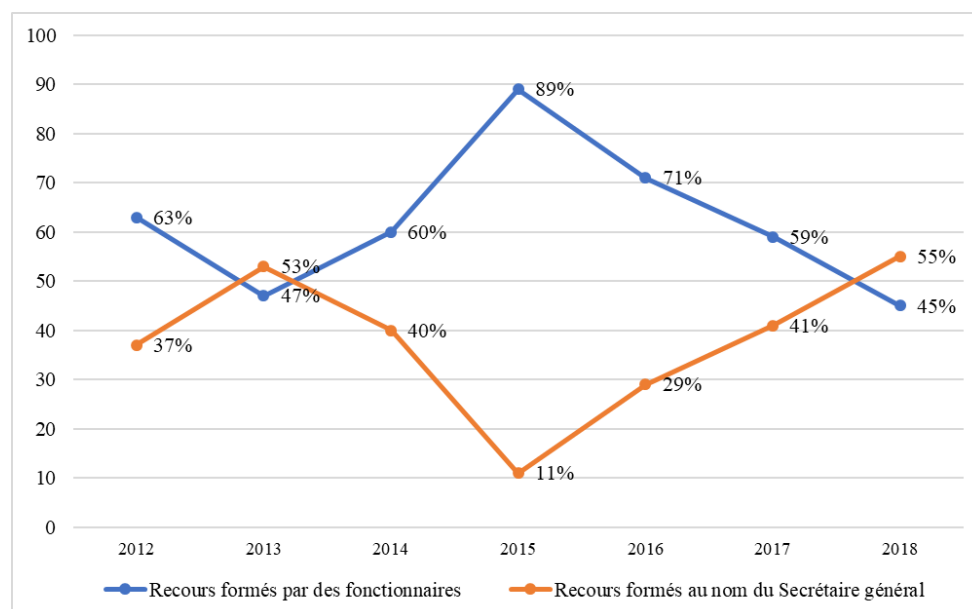
48. Le pourcentage de jugements du Tribunal du contentieux administratif portés devant le Tribunal d'appel varie d'une année sur l'autre. En 2018, il s'élevait à 38,2%. Le pourcentage d'appels interjetés contre des jugements du Tribunal du contentieux administratif dans le volume du contentieux du Tribunal d'appel fluctue également d'une année sur l'autre. Entre 2012 et 2016, les recours formés contre les jugements du Tribunal du contentieux administratif représentaient entre 71 % et 87 % de la charge de travail du Tribunal d'appel. Le nombre de jugements du Tribunal du contentieux administratif étant tombé à 100 en 2017 et 128 en 2018, ce pourcentage a chuté à 61 % en 2017 et 63 % en 2018.

49. Le pourcentage de recours formés contre des jugements du Tribunal du contentieux administratif par des fonctionnaires et au nom du Secrétaire général a évolué entre 2017 et 2018 : en 2017, 59 % des recours avaient été introduits par des fonctionnaires et 41 % au nom du Secrétaire général, tandis qu'en 2018, ces chiffres sont passés respectivement à 45 % et 55 %.

50. La figure V montre le pourcentage d'appels interjetés contre des jugements du Tribunal du contentieux administratif et opère une distinction entre ceux introduits par des fonctionnaires et ceux introduits au nom du Secrétaire général, pour chaque année entre 2012 et 2018.

Figure V

Pourcentage de recours formés contre des jugements du Tribunal du contentieux administratif par des fonctionnaires par rapport au pourcentage de recours formés au nom du Secrétaire général, 2012-2018



51. Le tableau 9 présente la ventilation des arrêts, ordonnances et audiences du Tribunal d'appel pour la période allant de 2009 à 2018.

Tableau 9

Tribunal d'appel des Nations Unies : nombre d'arrêts, d'ordonnances et d'audiences (2009-2018)

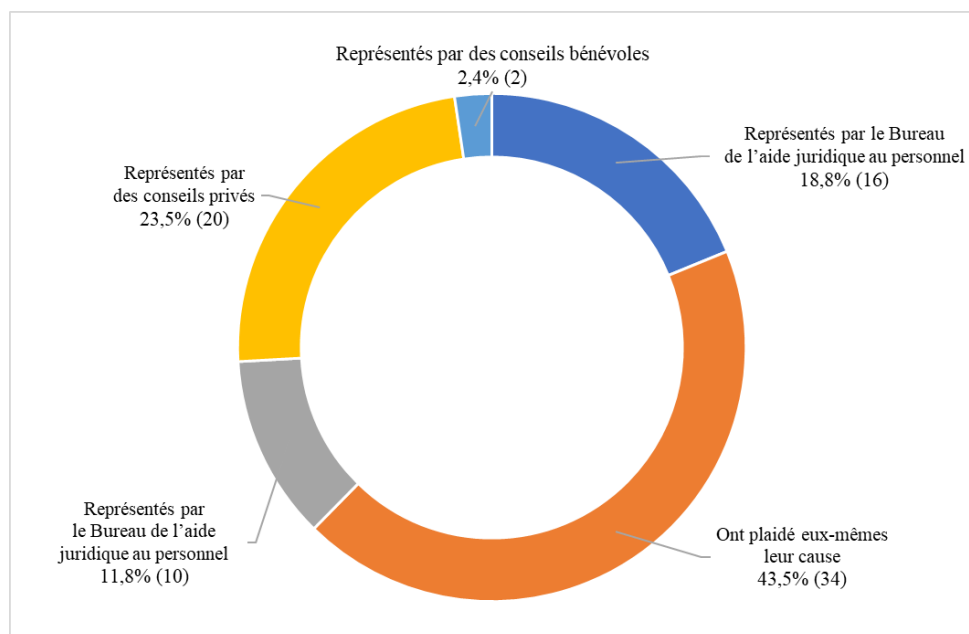
<i>Année</i>	<i>Jugements</i>	<i>Ordonnances</i>	<i>Audiences</i>
2009	—	—	—
2010	102	30	2
2011	88	44	5
2012	91	45	8
2013	115	47	5
2014	100	42	1
2015	114	39	2
2016	101	27	2
2017	100	31	0
2018	86	31	0
Total	897	336	25

d) Représentation des fonctionnaires

52. On trouvera à la figure VI une ventilation de la représentation du personnel devant le Tribunal d'appel.

Figure VI

Représentation des fonctionnaires devant le Tribunal d'appel, toutes affaires confondues (2018)



e) Issue des affaires

53. En 2018, le Tribunal d'appel des Nations Unies a rendu des arrêts dans 89 affaires et réglé 2 affaires par ordonnance.

f) Réparation*i) Recours formés contre des jugements du Tribunal du contentieux administratif*

54. Au total, sur les 54 appels interjetés contre 51 jugements, le Tribunal d'appel en a rejeté 32 ; il en a accueilli 18 dans leur intégralité et 4 en partie. Il a renvoyé une affaire au Tribunal du contentieux administratif. En ce qui concerne plus précisément les appels interjetés par le Secrétaire général, le Tribunal d'appel en a accueilli 17 dans leur intégralité et 4 en partie ; il en a rejeté 3 et a renvoyé 1 affaire devant le Tribunal du contentieux administratif. Pour ce qui est des appels introduits par des fonctionnaires, le Tribunal d'appel en a accueilli 1 dans son intégralité et en a rejeté 29.

55. Sur les 51 jugements du Tribunal du contentieux administratif qui ont fait l'objet d'un recours, le Tribunal d'appel en a annulé 17 dans leur intégralité et 6 en partie, et en a confirmé 27. Dans une affaire, le Tribunal d'appel a renvoyé l'affaire au Tribunal du contentieux administratif sans statuer sur le fond.

56. Le Tribunal d'appel a rétabli dans 12 affaires la décision administrative contestée et a prononcé dans 1 affaire l'annulation d'une décision confirmée en première instance. Il a annulé une décision d'exécution de l'obligation imposée dans quatre affaires et ordonné cette exécution dans quatre affaires où elle ne l'avait pas été en première instance. Dans 4 affaires, le Tribunal d'appel a diminué l'indemnité financière ordonnée par le Tribunal du contentieux administratif, et dans 13 autres, il l'a annulée. Dans l'ensemble, seul un pourcentage limité des jugements du Tribunal du contentieux administratif fait l'objet d'un appel (38,2 % en 2018). Les jugements du Tribunal du contentieux administratif ne peuvent faire l'objet d'un appel que sur la base des motifs d'appel expressément établis au paragraphe 1 de l'article 2 du Statut du Tribunal d'appel. Il incombe à l'appelant de démontrer que le jugement du Tribunal du contentieux administratif devrait être infirmé. L'appel n'est pas un nouveau procès et l'appelant (un fonctionnaire ou le Secrétaire général) doit prouver que le Tribunal du contentieux administratif a commis une erreur sur un point de droit ou de fait ou dans la procédure, ou qu'il a outrepassé sa compétence ou n'a pas exercé correctement cette compétence, faute de quoi l'appel sera rejeté.

ii) Recours formés contre des décisions du Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale

57. Le Tribunal d'appel a rejeté trois recours formés contre des décisions du Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

iii) Recours formés contre des décisions du Greffier de la Cour internationale de Justice

58. Le Tribunal d'appel a rejeté un recours formé contre une décision du Greffier de la Cour internationale de Justice.

iv) Recours formé contre une décision du Greffier du Tribunal international du droit de la mer

59. Le Tribunal d'appel a rejeté un recours formé contre une décision du Greffier du Tribunal international du droit de la mer.

v) *Recours formés contre des décisions du Comité permanent de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies*

60. Le Tribunal d'appel a fait droit en partie à un recours et rejeté un recours formé contre une décision du Comité permanent de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

vi) *Recours formés contre des jugements du Tribunal du contentieux administratif de l'UNRWA*

61. Le Tribunal d'appel a rejeté 16 recours formés contre des jugements du Tribunal du contentieux administratif de l'UNRWA. Il a accueilli trois appels et, dans un cas, il a renvoyé l'affaire devant le Tribunal du contentieux administratif de l'UNRWA. Dans deux cas, les appels ont été accueillis en partie.

vii) *Recours formé contre un jugement de l'ancien Tribunal administratif des Nations Unies*

62. Le Tribunal d'appel a rejeté un recours formé contre un jugement de l'ancien Tribunal administratif des Nations Unies.

g) Renvois aux fins d'action récursoire

63. En 2018, le Tribunal d'appel n'a pas décidé de renvoi aux fins d'action récursoire en application du paragraphe 5 de l'article 9 de son statut.

E. Bureau de l'aide juridique au personnel

64. Le Bureau de l'aide juridique au personnel propose toute une série de services juridiques (voir l'annexe I).

Charge de travail

65. La charge de travail du Bureau a augmenté d'année en année depuis sa création en 2009, comme il ressort du tableau 10. En 2018, le Bureau a traité 3 216 nouvelles demandes d'assistance ; 2 483 ont été classées ou ont fait l'objet d'un règlement à l'amiable.

Tableau 10

Traitement des demandes d'aide juridique reçues par le Bureau de l'aide juridique au personnel (2009-2018)^a

<i>Année</i>	<i>Avis sommaire</i>	<i>Contrôle hiérarchique</i>	<i>Représentation devant le Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>Représentation devant le Tribunal d'appel</i>	<i>Matière disciplinaire</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>	<i>Demandes en instance</i>
2009	171	62	168	13	155	31	600	377
2010	309	90	77	39	70	12	597	261
2011	361	119	115	21	55	10	681	293
2012	630	198	96	31	46	28	1 029	234
2013	491	116	70	33	37	18	765	213
2014	798	210	102	15	44	11	1 180	222
2015	830	196	415	16	33	12	1 502	278
2016	1 006	319	71	322	35	3	1 756	232

<i>Année</i>	<i>Avis sommaire</i>	<i>Contrôle hiérarchique</i>	<i>Représentation devant le Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>Représentation devant le Tribunal d'appel</i>	<i>Matière disciplinaire</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>	<i>Demandes en instance</i>
2017	1 190	1 132	1 761	8	50	6	4 147	1 896
2018	1 187	975 ^b	918 ^c	17	94	25	3 216	1 965
Total	6 973	3 417	3 793	515	550	156	15 473	–

^a La catégorie « avis sommaire » correspond à divers dossiers, aboutissant souvent au règlement du différend, et où le Bureau est amené à collecter des informations, à mener des recherches juridiques, à déterminer les points forts et les points faibles des moyens du fonctionnaire et à le conseiller sur les voies qui lui sont ouvertes pour obtenir réparation et sur leur issue probable. Les dossiers « contrôle hiérarchique » sont ceux à propos desquels il est conduit à mener des entretiens et à fournir des conseils juridiques au fonctionnaire, à rédiger la demande de contrôle hiérarchique en son nom, à s'entretenir avec l'entité chargée du contrôle et à négocier un règlement. Les dossiers « matière disciplinaire » sont ceux à propos desquels le Bureau aide le fonctionnaire à s'expliquer sur la faute qui lui est reprochée au regard du Règlement et du Statut du personnel. Les catégories « représentation devant le Tribunal du contentieux administratif » et « représentation devant le Tribunal d'appel » regroupent les dossiers à l'occasion desquels le Bureau mène les entretiens voulus et fournit au fonctionnaire des conseils juridiques, rédige des conclusions en son nom, le représente lors des audiences, communique avec le conseil de la partie adverse et, dans la mesure du possible, négocie un règlement. Sont enfin rangés sous la rubrique « autres » les dossiers pour lesquels il fournit aide et conseils au fonctionnaire dans la préparation de ses conclusions et de ses démarches devant d'autres instances officielles et le représente dans les procédures de médiation.

^b Étant donné que les 813 demandes de contrôle hiérarchique ont donné lieu à 11 jonctions de dossiers, le nombre total de dossiers a ainsi été ramené à 173. À chaque fonctionnaire correspond, pour le Bureau, une demande distincte.

^c Les 813 saisines individuelles du Tribunal du contentieux administratif ont donné lieu à 14 jonctions d'instance, le nombre total d'instances étant ainsi ramené à 119. À chaque fonctionnaire correspond, pour le Bureau, une demande distincte.

66. L'augmentation de la charge de travail en 2017 et 2018 s'explique en partie par la présence de plusieurs dossiers à l'occasion desquels de nombreux membres du personnel ont saisi le Bureau au sujet de la même décision administrative.

67. La plupart des demandes d'assistance présentées au Bureau de l'aide juridique au personnel en 2018 (68 %) concernaient les avantages et prestations, des changements majeurs apportés à l'ensemble d'émoluments ayant pris effet en 2017 et des modifications importantes ayant été apportées à l'indemnité de poste à Genève.

68. Il convient de noter que seule une infime partie des nombreuses demandes d'assistance soumises au Bureau aboutissent à la saisine des tribunaux. En 2018, le Bureau a déposé 173 demandes de contrôle hiérarchique, porté 119 affaires devant le Tribunal du contentieux administratif et assuré la représentation de fonctionnaires dans 8 autres affaires devant le Tribunal d'appel des Nations Unies. Au total, 50 % des demandes (à l'exclusion des dossiers groupés) ont fait l'objet d'un règlement amiable ou d'une autre solution non contentieuse.

F. Services juridiques chargés de représenter le Secrétaire général en sa qualité de défendeur ou d'intimé

1. Représentation devant le Tribunal du contentieux administratif

Services juridiques du Secrétariat et des fonds et programmes des Nations Unies dotés d'une administration distincte⁹

69. Divers services juridiques du Secrétariat et des fonds et programmes des Nations Unies dotés d'une administration distincte sont chargés de représenter le Secrétaire général devant le Tribunal du contentieux administratif dans les phases écrite et orale de la procédure (voir annexe I). En cette qualité, ils s'emploient souvent à régler tous différends à l'amiable, parfois à la faveur de l'intervention du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies. Lorsqu'un jugement du Tribunal du contentieux administratif devient exécutoire, le service concerné veille également à son exécution et reste donc saisi au-delà du prononcé du jugement. En 2018, les services assurant la représentation du Secrétaire général ont traité 720 requêtes présentées par des fonctionnaires du Secrétariat et des fonds et programmes dotés d'une administration distincte.

2. Représentation du Secrétaire général devant le Tribunal d'appel des Nations Unies

Bureau des affaires juridiques

70. Service juridique central de l'Organisation, le Bureau des affaires juridiques fournit au Secrétaire général et aux organes principaux et subsidiaires de l'Organisation, y compris les départements et bureaux du Secrétariat et les fonds et programmes dotés d'une administration distincte, des conseils juridiques touchant toutes les activités et opérations de l'Organisation, notamment le système d'administration de la justice. Comme il est dit à l'annexe I, les fonctions du Bureau dans ce domaine, qui sont multiples, comprennent l'analyse de toute la jurisprudence des tribunaux. Le Bureau a ainsi examiné les 223 jugements et arrêts rendus par les tribunaux en 2018.

71. Le Bureau est en outre chargé de représenter le Secrétaire général devant le Tribunal d'appel au nom de toutes les entités des Nations Unies, cette mission consistant notamment à rédiger toutes écritures et à plaider sa cause devant le Tribunal d'appel. En 2018, le Tribunal d'appel a rendu 57 arrêts concernant des causes auxquelles le Secrétaire général était partie.

⁹ Le Secrétariat : la Section des recours et de la responsabilité du Bureau des ressources humaines au Siège (comprenant le Groupe des appels et le Groupe de la discipline), le Groupe juridique du Service de la gestion des ressources humaines à l'Office des Nations Unies à Genève et à l'Office des Nations Unies à Nairobi ; les fonds, programmes et autres entités des Nations Unies dotés d'une administration distincte : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), Commission économique pour l'Afrique (CEA), Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).

III. Réponses aux questions relatives à l'administration de la justice

A. Aperçu

72. Dans sa résolution [73/276](#), l'Assemblée générale a formulé plusieurs demandes pour examen à sa soixante-quatorzième session. Les réponses à ces demandes figurent dans les développements suivants.

B. Réponses

Demandes émanant de l'Assemblée générale

Activités de sensibilisation

73. En réponse aux demandes faites aux paragraphes 7 et 8 de la résolution [73/276](#) concernant les activités de sensibilisation, le Bureau de l'administration de la justice a continué de mettre en œuvre la stratégie définie pour que les membres du personnel, y compris dans les lieux d'affectation hors Siège, connaissent et comprennent mieux le système de justice interne, c'est-à-dire diffuser l'information au moyen de différents médias, en faisant intervenir diverses parties prenantes et en organisant des dialogues dans les villes sièges ou à l'occasion de déplacements dans les missions. En plus des informations qu'il publie sur son site Web, le Bureau de l'administration de la justice s'emploie à ce que le système formel de justice interne soit traité dans les activités de formation et de sensibilisation organisées par d'autres intervenants, tels que les bureaux de la déontologie du Secrétariat et des fonds, programmes et entités des Nations Unies, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies (y compris le Bureau de l'Ombudsman du HCR et celui chargé des fonds et programmes), les bureaux des ressources humaines, les représentants du personnel et les bureaux qui apportent un appui aux opérations de maintien de la paix. Le Bureau s'appuie également sur le Cabinet du Secrétaire général pour communiquer avec les chefs d'organisme ou d'entité afin d'encourager la diffusion d'informations à l'ensemble du personnel par leurs équipes de direction respectives.

74. Depuis 2018, le Bureau de l'administration de la justice (qui comprend le Bureau de la Directrice exécutive, le Bureau de l'aide juridique au personnel, le Greffier en chef et les greffes du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel), parfois en collaboration avec les représentants du personnel et à leur invitation, ont organisé plus de 35 séances d'information et autres rencontres à l'intention de groupes de fonctionnaires et de membres de l'encadrement, notamment des séances d'intégration à destination des nouvelles recrues, dans un grand nombre de lieux d'affectation (sièges et bureaux extérieurs), dont Addis-Abeba, Amman, Brindisi, Entebbe, Goma, Kinshasa, La Haye, Nairobi, Naqoura, New York, Nicosie et Valence. À l'occasion de certaines de ces rencontres (comme à Naqoura et à Nicosie), le Bureau d'aide juridique au personnel a conseillé des fonctionnaires. Dans le cadre de la stratégie, les informations sont régulièrement publiées sur les intranets des organisations, notamment iSeek, qui consacre une page spéciale au Bureau de l'administration de la justice depuis le 25 octobre 2017 et sur lequel, en 2018, ont été affichés trois articles accompagnés de messages de la Directrice exécutive du Bureau de l'administration de la justice sur des sujets divers. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a diffusé des informations sur le nouveau site Web du système de justice interne via ses comptes sur les médias sociaux.

75. Par ailleurs, en 2018, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies a organisé à l'échelle mondiale plus de 220 réunions d'information,

dont des réunions-débats, ou y a pris part ; il a également mis sur pied quelque 140 ateliers visant à renforcer les compétences en matière de règlement des différends. On trouvera davantage d'informations à ce sujet dans le rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau (A/74/171). Le Groupe du contrôle hiérarchique a continué de mener des activités de sensibilisation, principalement sous la forme de réunions d'information, de séances de formation et de séances d'initiation. Il a également conseillé les cadres et administrateurs sur des points bien précis et répondu aux questions des membres de personnel relatives au système de justice interne. Le Bureau de l'Ombudsman chargé des fonds et programmes a lui aussi conseillé des membres du personnel lors d'activités de sensibilisation sur les moyens tant formels que non formels de régler les différends et a décrit la composante formelle du système dans les exposés qu'il a présentés dans le cadre de 47 réunions-débats et de 34 activités de formation organisées dans 27 pays en 2018 et au début de 2019.

76. Le manuel intitulé « Guide à l'usage des fonctionnaires pour le règlement des différends » a été révisé en 2018 et publié dans les six langues officielles de l'Organisation en 2019. Il explique le fonctionnement du système interne d'administration de la justice de l'Organisation en termes clairs et compréhensibles par le profane et donne un aperçu des moyens formels et non formels auxquels on peut recourir pour régler les conflits. Bien que le recours à des voies non formelles, dans un premier temps, y soit encouragé, le fonctionnaire est informé de la procédure à suivre étape par étape s'il opte pour la voie formelle, des délais à respecter et de l'aide qu'il peut obtenir auprès du Bureau d'aide juridique au personnel, entre autres choses. On peut le trouver sur la page d'accueil du site Web consacré au système de justice interne (www.un.org/fr/internaljustice/), mais le Bureau de l'administration de la justice peut également en fournir des exemplaires imprimés.

77. Le 22 mars 2019, pour faire en sorte que toutes et tous, y compris sur le terrain, aient connaissance de l'existence du Guide, la Directrice de cabinet a demandé au Secrétariat, aux fonds et programmes et aux autres entités d'en informer leur personnel en envoyant un message dans ce sens à tous les fonctionnaires. Le Département de l'appui opérationnel a demandé à toutes les missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales, aux bureaux hors Siège et aux commissions régionales d'inclure le Guide dans leurs programmes d'accueil et de l'afficher sur leurs pages Web internes. Parallèlement, la Directrice exécutive du Bureau de l'administration de la justice a pris contact avec les syndicats et associations du personnel du Secrétariat, des fonds et programmes et des entités et leur a également demandé de faire circuler l'information concernant le Guide à leurs adhérents. Le Bureau de l'administration de la justice a en outre invité les membres du personnel à se familiariser avec cette publication par un article publié sur la page intranet générale de l'Organisation. Les bureaux de la déontologie du Secrétariat et des fonds et programmes ont eux aussi été priés de parler du Guide lors de leurs activités de sensibilisation du personnel et d'ajouter des liens vers cette publication dans leurs sites Web respectifs. L'Ombudsman de l'Organisation a beaucoup aidé le Bureau de l'administration de la justice en distribuant largement, par l'intermédiaire des bureaux régionaux du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, des exemplaires papier du Guide dans les différentes langues. L'Ombudsman chargé des fonds et programmes a lui aussi appuyé la diffusion du Guide. Des exemplaires papier sont tenus à disposition pour être distribués sur demande.

78. Le Bureau de l'administration de la justice procède actuellement à la refonte du système de gestion des affaires portées devant le Tribunal du contentieux administratif et le Tribunal d'appel. Il s'agit de modifier et de mettre à niveau la plateforme technique en vue de la mettre en conformité avec la stratégie de l'Organisation en matière de sécurité des applications et de l'information. Le système,

plus moderne, devrait également être plus sûr. Grâce aux solutions trouvées, les outils d'information et de suivi seront meilleurs et permettront aux greffes de mieux suivre et gérer leurs dossiers ; le système sera plus simple et plus facile à utiliser, y compris pour les nouveaux utilisateurs, et fonctionnera avec un large éventail de navigateurs internet ; le transfert des dossiers au Tribunal d'appel se fera plus efficacement ; les données relatives aux affaires étant plus complètes, les rapports établis et le suivi effectué seront de meilleure qualité ; une nouvelle fonctionnalité permettra de traiter le cas des affaires groupées ; la fonctionnalité de gestion des dossiers sera améliorée, permettant de déplacer, de supprimer et d'importer les fichiers plus efficacement et de mieux contrôler l'accès aux dossiers. La nouvelle version du système devrait être lancée d'ici à la fin de 2019.

Causes profondes des différends

79. On trouvera à l'annexe III la réponse du Secrétaire général aux observations figurant dans le rapport sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, comme demandé au paragraphe 9 de la résolution [73/276](#).

Cadre réglementaire

80. En ce qui concerne la garantie de l'accès à des voies de recours effectives pour tous les membres du personnel estimant avoir été l'objet d'actes prohibés demandée par l'Assemblée générale au paragraphe 10 de sa résolution [73/276](#), des progrès ont été accomplis en 2018 et au début de 2019 s'agissant de donner effet à l'engagement pris par le Secrétaire général de tout faire pour garantir, dans le travail, un climat d'entente exempt de harcèlement, y compris de harcèlement sexuel, de discrimination et d'abus de pouvoir. En novembre 2018, le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination a approuvé une politique type sur le harcèlement sexuel pour les entités des Nations Unies. Plaçant les victimes au centre des préoccupations, cette politique type met l'accent sur l'aide qui doit être apportée aux plaignantes et aux plaignants, y compris la garantie d'une solide procédure formelle de règlement des litiges, la possibilité d'un recours par la voie d'un mécanisme non formel et des mesures énergiques de prévention, notamment par la formation. En outre, un groupe de travail sur la gestion du personnel s'est réuni afin de réviser la politique suivie actuellement par le Secrétariat en matière d'interdiction de la discrimination, du harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et de l'abus de pouvoir énoncée dans la circulaire du Secrétaire général publiée le 11 février 2008 sous la cote [ST/SGB/2008/5](#). L'objectif est notamment de traduire dans ce texte la position convenue lors de la réunion du Conseil des chefs de secrétariat et de permettre, sur cette base, de continuer à améliorer l'action menée par le Secrétariat pour mettre fin aux comportements prohibés. Il convient par ailleurs de noter que, l'Assemblée ayant autorisé la création de six nouveaux postes d'enquêteur au Bureau des services de contrôle interne pour que les allégations de harcèlement sexuel puissent être examinées, le nombre d'enquêtes demandées en 2018, au Secrétariat, en vue d'une éventuelle procédure disciplinaire a considérablement augmenté, passant de 4 en 2017 à 16 en 2018 (pour de plus amples informations, voir le rapport [A/74/64](#) sur la pratique suivie par le Secrétaire général en matière disciplinaire et en cas de faits constitutifs d'infraction pénale). En outre, lors de la période considérée, le Bureau des services de contrôle interne et le Bureau des ressources humaines ont organisé à Nairobi, à Genève et à New York des stages de formation d'une semaine à l'intention des fonctionnaires susceptibles d'être membres des groupes d'enquête prévus dans la circulaire [ST/SGB/2008/5](#) du Secrétaire général. Trois autres sessions de formation se tiendront en 2019 et au début de 2020.

81. En ce qui concerne le paragraphe 11 de la résolution [73/276](#), dans lequel l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui faire rapport sur les mesures prises lorsque des fonctionnaires qui portaient des affaires devant le Tribunal du contentieux administratif et le Tribunal d'appel des Nations Unies ou qui comparaissaient en qualité de témoins subissaient des représailles, il est à noter que ces représailles constituent une faute professionnelle visée au paragraphe g) de la disposition 1.2 du Règlement du personnel. En conséquence, les faits signalés, une fois établis par une enquête, font l'objet de mesures disciplinaires. Il est également envisagé de traiter de la saisine des tribunaux ou de la comparution devant eux en tant que témoin dans la circulaire du Secrétaire général sur l'interdiction de la discrimination, du harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et de l'abus de pouvoir ([ST/SGB/2008/5](#)), qui doit être révisée prochainement. Il est proposé que les chefs de bureau du Secrétariat se voient confier des responsabilités en matière de prévention, de suivi et de protection. Une formule expresse à cet effet serait introduite dans la politique révisée, après consultation des représentants du personnel et de l'administration et sous réserve de l'approbation du Bureau des affaires juridiques. En outre, les membres du personnel qui témoignent dans des affaires de faute ou qui coopèrent à des audits ou à des enquêtes dûment autorisés peuvent déjà bénéficier de la protection offerte par le Bureau de la déontologie au titre de la circulaire du Secrétaire général [ST/SGB/2017/2/Rev.1](#) sur la protection contre les représailles dans de tels cas. Enfin, le Code de déontologie judiciaire fait obligation aux juges des tribunaux de protéger les témoins.

Règlement amiable des différends

82. Les questions soulevées par l'Assemblée générale aux paragraphes 14, 16 et 18 de sa résolution [73/276](#) font l'objet d'un rapport distinct, sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies ([A/74/171](#)).

Responsabilité des responsables hiérarchiques pour faute lourde

83. Au paragraphe 20 de sa résolution [73/276](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de faire répondre de leurs actes les responsables hiérarchiques dont les décisions avaient été jugées constitutives d'une faute lourde au sens des dispositions du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, ont donné lieu à un contentieux et ont entraîné un préjudice financier, et de lui rendre compte à ce sujet. La responsabilité pour faute lourde est un des éléments du cadre général de responsabilité des gestionnaires, qui comprend des volets disciplinaires, pénaux et administratifs. La pratique suivie par le Secrétaire général en matière disciplinaire et en cas de faits pouvant constituer une infraction pénale (y compris ceux mettant en cause des gestionnaires) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 est présentée dans le document publié sous la cote [A/74/64](#), comme indiqué plus haut. Par ailleurs, à l'instar des autres membres du personnel, les gestionnaires sont assujettis à des mécanismes administratifs comme le système d'évaluation et de notation des fonctionnaires. L'équipe dirigeante du Secrétariat doit achever d'établir les contrats de mission.

84. Par application de l'alinéa b) de la disposition 10.1 du Règlement du personnel, les gestionnaires peuvent également être tenus de réparer le préjudice financier que l'Organisation a pu subir du fait de leurs actes constitutifs d'une faute professionnelle. Toutefois, le fait que l'un ou l'autre tribunal rende une décision défavorable conduisant à l'octroi d'une indemnité ne signifie pas nécessairement qu'il y a eu faute lourde entraînant un préjudice financier. Les conditions permettant de caractériser la faute lourde sont strictes : il s'agit d'une forme extrême de faute qui suppose une méconnaissance consciente et délibérée de l'obligation de faire preuve d'une vigilance raisonnable. Au cours de la période considérée, il n'a été constaté aucune

décision constitutive d'une faute lourde donnant lieu à un contentieux et entraînant un préjudice financier.

Tendances et statistiques du système

85. Les observations du Secrétaire général sur les tendances et les statistiques du système demandées par l'Assemblée générale aux paragraphes 22 et 25 de sa résolution 73/276 figurent à la section II du présent rapport.

Plan de traitement des affaires et initiatives connexes

86. En ce qui concerne le paragraphe 24 de la résolution 73/276, dans lequel l'Assemblée générale a prié le Président du Tribunal du contentieux administratif et le Greffier en chef du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel de travailler ensemble à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de traitement des affaires assorti d'un tableau de bord de suivi en temps réel des affaires et d'indicateurs de résultat en matière de traitement du contentieux, début janvier 2019, le Greffier en chef a donné à la nouvelle Présidente du Tribunal du contentieux administratif un aperçu des durées de présence au rôle des 404 requêtes en instance au 31 décembre 2018. Comme on le voit dans le tableau 11 et la figure VII, 50,74 % des dossiers, soit 205 affaires, étaient en instance depuis 401 jours ou plus. Ces affaires font l'objet d'un plan de traitement et figurent parmi les objectifs fixés en janvier 2019 par la Présidente en ce qui concerne le nombre de jugements devant être rendus mensuellement. Celle-ci a réattribué deux groupes d'affaires qui étaient en instance depuis plus de 401 jours. En application du paragraphe 24 de la résolution 73/276 de l'Assemblée générale, deux juges à mi-temps ont été nommés à New York au cours du premier semestre de 2019. Une version provisoire d'un tableau de bord a été mise au point. Cet outil fournira en temps réel des informations sur le nombre d'affaires en instance et leur durée de présence au rôle dans n'importe quel greffe, ainsi que sur le nombre d'affaires réglées. Le projet n'a pas encore abouti en raison de difficultés liées à la présidence du Tribunal. Depuis la mise en œuvre du plan de traitement des affaires, le 18 juin 2019, le volume du contentieux a été réduit de 29,45 %, passant de 404 affaires au 31 décembre 2018 à 285, et celui des affaires en instance depuis plus de 401 jours au 31 décembre 2018, de 52,68 %, passant de 205 à 97 cas.

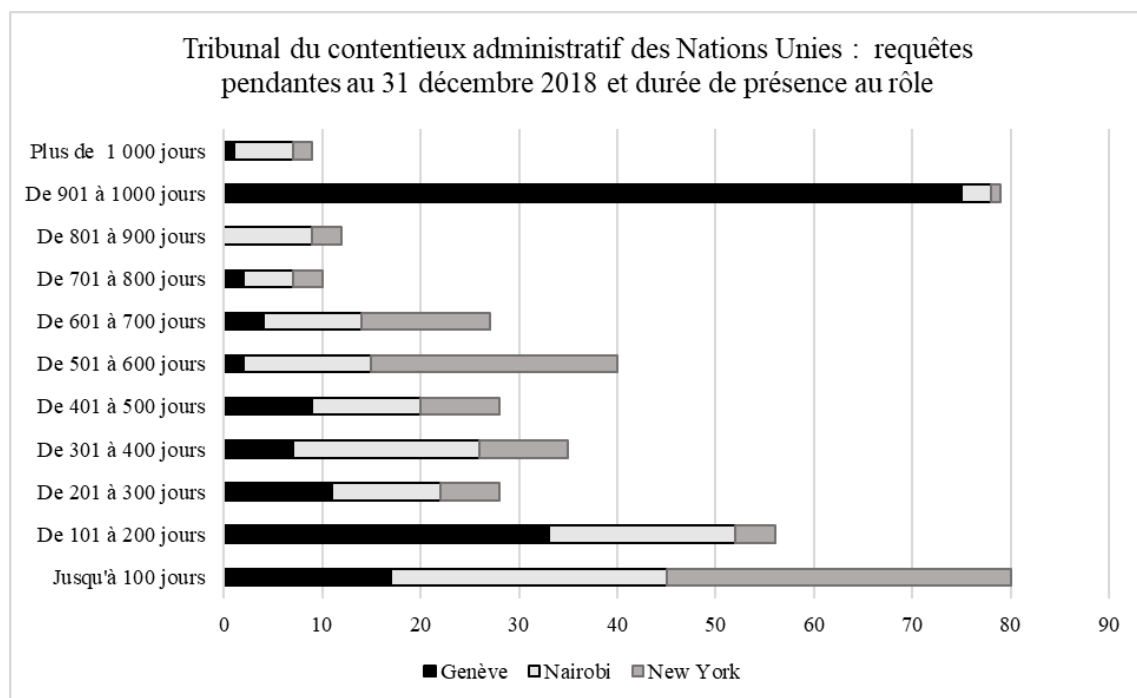
Tableau 11

Durée de présence au rôle du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies au 31 décembre 2018, telle qu'elle a été communiquée

	<i>Jusqu'à 100 jours</i>	<i>101 à 200 jours</i>	<i>201 à 300 jours</i>	<i>301 à 400 jours</i>	<i>401 à 500 jours</i>	<i>501 à 600 jours</i>	<i>601 à 700 jours</i>	<i>701 à 800 jours</i>	<i>801 à 900 jours</i>	<i>901 à 1 000 jours</i>	<i>Plus de 1 000 jours</i>	<i>Total des affaires en instance</i>
Genève	17	33	11	7	9	2	4	2	0	75	1	161
Nairobi	28	19	11	19	11	13	10	5	9	3	6	134
New York	35	4	6	9	8	25	13	3	3	1	2	109
Total	80	56	28	35	28	40	27	10	12	79	9	404

Figure VII

Durée de présence au rôle du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies au 31 décembre 2018, telle qu'elle a été communiquée



87. Des objectifs chiffrés ont été fixés en ce qui concerne les jugements à rendre et l'appui des greffes à cet égard. La progression des jugements et du règlement des affaires est suivie au moyen de rapports mensuels.

88. Afin d'accroître l'efficacité et la transparence du Tribunal du contentieux administratif, il est proposé à l'Assemblée générale d'examiner ce qui suit, qui pourrait être mis en application moyennant une révision du Statut ou du Règlement de procédure du Tribunal. Conformément aux vues exprimées par la Sixième Commission (voir la lettre datée du 13 novembre, adressée au Président de la Cinquième Commission par la Présidente de l'Assemblée générale (A/C.5/73/11), par. 9), l'Assemblée souhaitera peut-être examiner la question de savoir si tous les jugements et ordonnances du Tribunal qui sont d'application générale devraient être publiés et donc mis à la disposition de l'ensemble des parties prenantes, y compris elle-même.

Justiciables non assistés d'un conseil devant le Tribunal du contentieux administratif

89. En ce qui concerne le paragraphe 27 de la résolution 73/276, dans lequel l'Assemblée générale a noté que le nombre de justiciables décidant de plaider eux-mêmes leur cause devant le Tribunal du contentieux administratif restait relativement élevé et prié le Secrétaire général de mettre en application, dans les limites des ressources disponibles, ses propositions visant à conseiller ces justiciables et à les aider à mieux comprendre et mieux utiliser le système de façon à atténuer les problèmes d'efficacité, le Bureau de l'administration de la justice a établi un guide pratique intitulé « Toolkit for self-represented litigants » qui a été publié en mai 2019 sur le site du système interne de justice, suivi d'une enquête dans laquelle les membres du personnel sont invités à donner leur avis sur cet outil. Les commentaires recueillis pourront être utilisés pour en améliorer l'utilité. Le Bureau collabore

actuellement avec le Bureau de l'informatique et des communications en vue de rendre le guide plus convivial grâce à l'utilisation du multimédia, le but étant de mieux éclairer les membres du personnel quant à la décision d'introduire une requête et, dans l'affirmative, à la manière de le faire.

Régime de financement complémentaire volontaire du Bureau de l'aide juridique au personnel

90. Au paragraphe 28 de sa résolution [73/276](#), L'Assemblée générale a décidé de proroger de trois ans, jusqu'au 31 décembre 2021, le régime expérimental de financement complémentaire volontaire du Bureau de l'aide juridique au personnel et prié le Secrétaire général de continuer de lui fournir des informations actualisées à ce sujet dans ses rapports. On trouvera à l'annexe IV les données relatives aux cotisations du personnel au régime de financement volontaire et aux taux de non-participation.

91. En juin 2019, afin d'inciter davantage les membres du personnel à ne pas choisir de ne pas cotiser au régime de financement supplémentaire volontaire et de leur faire comprendre qu'il importe qu'ils contribuent au financement du Bureau de l'aide juridique au personnel, comme demandé par l'Assemblée générale aux paragraphes 30 et 31 de sa résolution [73/276](#), la Directrice de cabinet a écrit à tous les chefs de départements, de bureaux et d'entités, notamment les membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination qui ont accès aux services du Bureau de l'aide juridique au personnel, pour les inviter à encourager vivement le soutien au financement supplémentaire volontaire de ce dernier. L'envoi d'un formulaire en même temps que le message d'incitation constituait une mesure concrète visant à faciliter la participation au régime des fonctionnaires qui avaient précédemment choisi de ne pas y cotiser mais que le message aurait fait changer d'avis.

92. Malgré les mesures prises, le Secrétaire général rappelle s'être déjà dit préoccupé par le fait que les coûts du Bureau de l'aide juridique au personnel constituent en l'état des « dépenses de l'Organisation » qui doivent être supportées par les États Membres en application du paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies. Ces efforts sont donc tributaires de la décision définitive attendue quant à la question de savoir si les dépenses engagées dans le cadre du mandat du Bureau constituent ou non des « dépenses de l'Organisation » au sens de la Charte.

Voies de recours ouvertes aux non-fonctionnaires

93. Au paragraphe 46 de sa résolution [73/276](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir une analyse exhaustive consacrée aux voies de recours ouvertes aux non-fonctionnaires, y compris leur efficacité, aux mesures qui pourraient être prises pour prévenir les conflits et vider tout litige contradictoirement et aux pratiques optimales qu'il y aurait lieu de retenir, en s'appuyant sur les propositions figurant dans les rapports qu'il lui avait présentés à ses soixante-sixième, soixante-septième, soixante-douzième et soixante-treizième sessions ([A/66/275](#) et Corr.1, annexe II, [A/67/265](#), annexes IV à VI, [A/72/204](#), annexe II, et [A/73/217](#), par. 96 à 105, respectivement).

94. Des informations sur les différends pour la période 2009-2016 (nombre de différends, cadre applicable, modes de règlement des différends et mesures concrètes de règlement des différends) ont été fournies pour chacune des catégories de non-fonctionnaires travaillant pour le Secrétariat et les fonds et programmes et autres entités des Nations Unies à l'annexe II du rapport du Secrétaire général paru sous la cote [A/72/204](#). À partir de ces informations, une analyse détaillée des voies de recours ouvertes aux non-fonctionnaires, assortie d'une proposition tendant à leur donner

accès aux services de règlement amiable des différends dans le cadre du mandat du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, a été présentée dans le rapport du Secrétaire général paru sous la cote [A/73/217](#) (par. 96 à 105).

95. Cinq projets visant à améliorer la prévention et le règlement des différends impliquant des non-fonctionnaires sont actuellement en cours de mise en œuvre ou ont été proposés :

a) La Division de l'administration des ressources humaines du Département de l'appui opérationnel, au Secrétariat, est en train de réaliser une étude sur le recours aux non-fonctionnaires au Secrétariat. Celle-ci permettra de mieux comprendre les avantages et les risques opérationnels associés à l'emploi de non-fonctionnaires de chacune des catégories. Sur la base de cette étude, la Division établira un rapport présentant des pistes concernant la cohérence et la normalisation des pratiques, qui guideraient tout futur examen de mécanismes de prévention et de règlement des différends destinés aux non-fonctionnaires ;

b) Le Secrétariat et les fonds et programmes et autres entités des Nations Unies ont formé un groupe de travail chargé d'explorer les mesures qui pourraient être prises pour prévenir les différends, lesquelles consisteraient notamment à examiner les types de contrat et les pratiques de gestion des contrats et à déterminer quelle serait la meilleure manière de les modifier de façon à prévenir tout différend susceptible de découler de l'exécution, de l'interprétation ou de la gestion d'un contrat ;

c) Dans sa résolution [73/276](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de mettre en place, dans les limites des ressources disponibles, un projet pilote visant à proposer des services de règlement amiable des différends aux non-fonctionnaires, a décidé que le projet pilote n'aurait pas d'incidence sur le mandat du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies et a prié le Secrétaire général d'établir, lorsqu'il évaluerait la charge de travail actuelle et future que représentait la fourniture de services aux non-fonctionnaires, une analyse à la fois quantitative et qualitative, notamment sur le type de plaintes et sur l'efficacité de la gestion des affaires, et de lui communiquer toute recommandation à cet égard (par. 16 à 18). Les informations demandées sont présentées dans un rapport distinct du Secrétaire général sur les activités du Bureau (voir [A/74/171](#)). Elles portent sur une période de trois mois à compter du début du projet, le 1^{er} janvier 2019. Assorties d'autres données issues du projet, elles seront utiles aux travaux du groupe de travail mentionné au paragraphe b) ci-dessus ;

d) Dans ses rapports [A/66/275](#) et Corr.1 (annexe II) et [A/67/265](#) (annexe IV), le Secrétaire général a présenté une proposition concernant la mise en place d'une procédure d'arbitrage accélérée pour les vacataires et les consultants, assortie d'une estimation des coûts relatifs à la création d'une entité neutre qui aurait notamment pour tâche de vérifier les qualifications des arbitres, d'arrêter et de tenir à jour la liste des arbitres, de désigner un arbitre lorsqu'une partie engage une procédure d'arbitrage et d'assurer certaines fonctions administratives pendant une telle procédure. S'appuyant sur l'expérience acquise dans le règlement formel de différends impliquant des non-fonctionnaires depuis que la proposition a été faite en 2012, le Secrétaire général propose d'explorer des moyens plus économiques s'agissant du recours à une entité neutre chargée des fonctions décrites ci-dessus ;

e) Le Secrétariat est également en train d'examiner les politiques et textes administratifs officiels concernant l'engagement de consultants et vacataires. Il passe notamment en revue les dispositions relatives au règlement des différends en s'inspirant des bonnes pratiques, en vue de rendre les voies de recours ouvertes aux non-fonctionnaires plus rapides et moins coûteuses. L'objectif est que le nouveau

mécanisme de règlement des différends soit fondé sur les éléments des procédures d'arbitrage accélérées prévues pour les consultants et les vacataires qui n'ont pas d'incidence sur les coûts, conformément aux propositions figurant à l'annexe II du document [A/66/275](#) et Corr.1 et à l'annexe IV du document [A/67/265](#).

IV. Questions diverses

Réparations accordées

96. On trouvera à l'annexe V du présent rapport des informations sur les indemnités allouées en 2018 sur la recommandation du Groupe du contrôle hiérarchique, les réparations pécuniaires accordées par les tribunaux en 2018 et les indemnités versées en 2018 en exécution de décisions judiciaires antérieures.

Conséquences de l'arrêt rendu par le Tribunal d'appel des Nations Unies dans l'affaire Ozturk

97. Le Secrétaire général appelle l'attention de l'Assemblée générale sur la récente décision relative aux mesures volontaires prises par l'Organisation en cas de non-exécution d'une décision d'une juridiction nationale ordonnant le versement d'une pension alimentaire. Depuis 1999, la circulaire du Secrétaire général intitulée « Obligations d'entretien et d'éducation et autres obligations alimentaires des fonctionnaires » ([ST/SGB/1999/4](#)) sert de cadre à l'Organisation pour ce qui est de la prise de mesures volontaires en vue de « remédier efficacement aux situations créées par les fonctionnaires qui n'exécutent pas les décisions judiciaires [...] leur ordonnant de verser une pension alimentaire ». À la réception d'une telle décision devenue définitive, l'Organisation met le fonctionnaire en demeure de lui présenter la preuve de l'exécution de ladite décision. Si le fonctionnaire concerné n'obtempère pas dans les 30 jours, l'Organisation commence à opérer sur ses émoluments les retenues nécessaires pour payer les sommes dues et les sommes retenues sont versées au bénéficiaire de la décision judiciaire. Consciente que les montants indiqués dans ce type de décision traduisent l'opinion mûrement réfléchie des autorités judiciaires locales, l'Organisation a pour pratique de déduire volontairement les montants prévus dans lesdites décisions.

98. Dans l'arrêt Ozturk, en octobre 2018, le Tribunal d'appel a noté qu'en vertu de l'alinéa iii) du paragraphe c) de la disposition 3.18 du Règlement du personnel, des retenues pouvaient être opérées et a décidé en conséquence que l'énoncé du Règlement permettait à l'Administration de procéder à des retenues à sa discrétion. Le Tribunal a déterminé que, pour exercer ce pouvoir discrétionnaire de façon appropriée, l'Administration devait prendre en considération tous les facteurs pertinents et, si nécessaire, varier les retenues opérées sur les traitements et autres émoluments du fonctionnaire¹⁰. Il a donc considéré que la politique énoncée dans la circulaire [ST/SGB/1999/4](#) concernant la retenue des montants prévus dans les décisions de juridictions nationales ordonnant le versement d'une pension alimentaire allait à l'encontre du pouvoir discrétionnaire de l'Administration et que celle-ci avait l'obligation de déterminer si les montants dont le versement était ordonné par les juridictions nationales étaient raisonnables. En conséquence, depuis que le Tribunal d'appel a rendu sa décision dans l'affaire Ozturk, l'Administration doit, avant d'opérer une retenue, examiner un certain nombre de facteurs afin de pouvoir évaluer si le montant de la pension alimentaire décidée par la juridiction nationale compétente est adéquat. Elle doit notamment déterminer si le fonctionnaire ou son conseil a participé à la procédure, si d'autres décisions judiciaires ont été rendues à ce sujet

¹⁰ Tribunal d'appel des Nations Unies, arrêt n° 2018-UNAT-892, par. 32.

pour le fonctionnaire et quel est le total des montants concernés, et quelle est l'incidence de ces décisions sur la situation financière du fonctionnaire, notamment si la retenue des sommes prévues par la juridiction nationale risque de priver cette personne du montant dont elle a besoin pour vivre¹¹.

99. Au vu de l'arrêt rendu par le Tribunal d'appel, le Secrétaire général proposera une modification du paragraphe c) de la disposition 3.18.

Suppression du poste de juge *ad litem* au Tribunal du contentieux administratif à New York

100. Au paragraphe 38 de sa résolution [73/276](#) du 22 décembre 2018, l'Assemblée générale a décidé de ne pas reconduire dans ses fonctions le juge *ad litem* siégeant à New York, dont le mandat venait à expiration le 31 décembre 2018. Le 26 décembre 2018, le juge en poste a demandé un congé de maladie, demandant à pouvoir faire valoir ce droit au-delà du 31 décembre 2018. Les émoluments des juges à plein temps comprennent des « [c]ongés de maladie dans les mêmes conditions que les fonctionnaires nommés pour une durée déterminée identique » (voir à ce sujet le rapport du Secrétaire général paru sous la cote [A/63/314](#), en particulier son annexe, intitulée « Émoluments des juges du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel », approuvé par l'Assemblée au paragraphe 30 de sa résolution [63/253](#)). (L'Assemblée avait prorogé pour la dernière fois le mandat du juge *ad litem*, pour une durée d'un an, au paragraphe 32 de sa résolution [72/256](#).) Les fonctionnaires des Nations Unies titulaires d'engagements de durée déterminée ont droit à une prolongation de leur contrat en cas d'utilisation de leur crédit de jours de congé maladie. Conformément au paragraphe 3.9 de l'instruction administrative [ST/AI/2005/3](#), intitulée « Congé de maladie », « [s]i le fonctionnaire nommé pour une durée déterminée se trouve dans l'impossibilité de remplir ses fonctions en raison d'une maladie qui dure au-delà de la date d'expiration de son engagement, celui-ci est prolongé, après consultation du directeur du service médical ou du médecin du service désigné à cet effet, d'un nombre de jours consécutifs de congé de maladie certifié égal, au plus, au nombre maximum de jours de congé à plein traitement et à demi-traitement auquel l'intéressé peut prétendre en application de [l'actuelle disposition 6.2 du Règlement du personnel] ». La Division des services médicaux ayant approuvé le congé de maladie certifié, l'engagement du juge *ad litem* a été prolongé par décision administrative jusqu'au 28 février 2019. Cette prolongation a entraîné un coût de 36 548,64 dollars au titre des émoluments des non-fonctionnaires.

V. Conclusions et décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

101. Le Secrétaire général estime que la mise en œuvre des propositions résultant du présent rapport rendrait plus efficace l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies.

102. En conséquence, le Secrétaire général demande à l'Assemblée générale de prendre acte des informations fournies dans le présent rapport.

¹¹ Ibid., par. 33 ; Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies, jugement n° [2018/055](#), par. 67.

Annexe I

Le système interne d'administration de la justice et ses parties prenantes : vue d'ensemble

A. Introduction

1. Institué par l'Assemblée générale en ses résolutions [61/261](#), [62/228](#) et [63/253](#), l'actuel système interne d'administration de la justice, qui a pour mission de connaître des litiges d'ordre professionnel survenant au sein de l'Organisation des Nations Unies, a vu le jour le 1^{er} juillet 2009. Par la résolution [61/261](#), l'Assemblée a entendu instituer un système indépendant, transparent, doté de ressources suffisantes et décentralisé qui obéisse aux règles applicables du droit international, ainsi qu'aux principes de la légalité et du respect des formes régulières et permette de faire respecter les droits et obligations des fonctionnaires et d'amener le personnel d'encadrement et les autres fonctionnaires à répondre également de leurs actions.
2. Le système ouvre au justiciable deux voies de droit, l'une non formelle et l'autre formelle aux fins du règlement de tout litige d'ordre professionnel.
3. La voie non formelle permet au justiciable de se prévaloir officieusement et en toute confidentialité et indépendance du concours du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies pour voir vider ou régler à l'amiable tout grief ou litige d'ordre professionnel à tout moment, même après qu'il a emprunté la voie de droit formelle.
4. La voie de droit formelle consiste normalement dans la procédure préalable de demande de contrôle hiérarchique objectif et motivé de toute décision administrative que le justiciable entend contester et la saisine des instances judiciaires organisées selon le principe du double degré de juridictions, le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies en étant la juridiction de première instance et le Tribunal d'appel des Nations Unies, la juridiction d'appel.
5. Qu'ils empruntent la voie non formelle ou la voie formelle ou l'une et l'autre à la fois, les justiciables onusiens ont le droit de demander assistance et conseils juridiques au Bureau de l'aide juridique au personnel qui peut également les représenter devant les Tribunaux dès lors qu'il estime les chances de succès raisonnables.
6. Outre les voies de droit non formelle et formelle, le justiciable peut se prévaloir d'autres moyens pour tenter de régler tout litige d'ordre professionnel ou vider tout grief sur le lieu de travail. Il peut notamment faire intervenir tel groupe de soutien de pairs, son supérieur hiérarchique, tel spécialiste des ressources humaines, le bureau de la déontologie compétent, tel syndicat ou association du personnel ou encore tel conseiller du personnel.

B. Fonction du contrôle hiérarchique

7. Le justiciable qui emprunte la voie formelle doit dans un premier temps demander le contrôle hiérarchique de la décision administrative qu'il entend attaquer pour inobservation de ses conditions d'emploi ou des clauses de son contrat de travail. Il est procédé à ce contrôle au Secrétariat de l'ONU par le Groupe du contrôle hiérarchique qui relève du Bureau du Secrétaire général adjoint chargé du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, la mission en étant confiée à son pendant au sein des fonds, programmes et entités des Nations Unies dotés d'une administration distincte.

8. Le contrôle hiérarchique consiste pour le juriste préposé, étranger à la prise de la décision en cause, à la réexaminer en toute objectivité, après quoi le Groupe du contrôle hiérarchique ou son pendant au sein des fonds, programmes et entités des Nations Unies adresse une recommandation au Secrétaire général adjoint à la gestion ou au responsable compétent de l'entité ou du fond ou programme concerné, qui apprécie si la décision contestée est conforme aux textes de l'Organisation. Si le contrôle hiérarchique conclut à l'irrégularité de la décision en cause, le fonctionnaire lésé se voit accorder, à titre de réparation, quelque mesure pouvant aller jusqu'à la modification de ladite décision. S'il y a lieu, le contrôle hiérarchique est l'occasion d'envisager toutes pistes de solution amiable au litige, y compris l'intervention de l'ombudsman.

9. Le contrôle hiérarchique a un double objet: a) donner à l'administration l'occasion de réexaminer la décision attaquée et b) réduire le volume du contentieux devant le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies. Le Groupe du contrôle hiérarchique établit et diffuse également à l'usage des responsables des guides inspirés de la jurisprudence des Tribunaux censés concourir à la prise de décisions plus éclairées et cohérentes.

10. Le contrôle hiérarchique préalable s'impose sauf lorsque : a) la décision contestée consiste dans l'imposition de quelque mesure disciplinaire ou non-disciplinaire par application de la disposition 10.2 du Règlement du personnel à l'issue d'une instance disciplinaire, ou b) la décision en cause a été prise après avis d'un organe technique, auquel cas le fonctionnaire peut directement saisir le Tribunal du contentieux, sans contrôle hiérarchique préalable.

C. Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies

1. Le Tribunal

11. Le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies est compétent pour connaître de toute requête introduite par tout fonctionnaire en activité ou ancien fonctionnaire des Nations Unies, y compris le Secrétariat de l'ONU et les fonds, programmes et entités des Nations Unies dotés d'une administration distincte, contre telle ou telle décision administrative touchant ses conditions d'emploi, le Secrétaire général étant défendeur en la cause.

12. Le Tribunal du contentieux, qui siège à temps plein, est composé de neuf juges professionnels indépendants, dont trois siègent à temps plein et six à temps partiel. Il bénéficie de l'appui de greffes établis à New York, Genève et Nairobi.

2. Requérant et défendeur

13. Tout requérant devant le Tribunal du contentieux peut choisir d'assurer sa propre défense, de se faire représenter par un fonctionnaire en activité ou ancien fonctionnaire bénévole ou de constituer un conseil privé externe (à ses frais, le cas échéant) ou encore de se prévaloir de l'assistance ou de conseils juridiques du Bureau de l'aide juridique au personnel.

14. Le Secrétaire général est représenté devant le Tribunal du contentieux par la Section des recours et de la responsabilité du Bureau des ressources humaines et par d'autres juristes dans les bureaux hors Siège, les fonds et programmes et les commissions régionales.

D. Tribunal d'appel des Nations Unies

1. Le Tribunal

15. Le requérant ou le Secrétaire général peut faire appel de tout jugement ou de toute ordonnance du Tribunal du contentieux devant le Tribunal d'appel des Nations Unies.

16. Outre les appels formés contre des jugements et ordonnances interlocutoires du Tribunal du contentieux (article 2.1 du Statut du Tribunal d'appel), le Tribunal d'appel est compétent pour connaître des requêtes en appel de toute décision prise par le Comité permanent au nom du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies alléguant l'inobservation des Statuts de la Caisse (article 2.9 du Statut du Tribunal d'appel), et des recours introduits contre tous jugements et décisions concernant toute entité ayant conclu un accord spécial avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (article 2.10 du Statut du Tribunal d'appel) : l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, l'Organisation de l'aviation civile internationale, la Cour internationale de Justice et l'Organisation maritime internationale.

17. Le Statut du Tribunal d'appel autorise, dans certaines circonstances, les appels de jugements rendus par le Tribunal du contentieux ou toute autre entité de première instance, motif pris de ce que ladite juridiction aurait outrepassé sa compétence, n'aurait pas exercé sa compétence ou aurait commis quelque erreur sur un point de droit, de fait ou dans la procédure.

18. Composé de sept juges professionnels indépendants, le Tribunal d'appel, dont le greffe est établi à New York, ne siège pas à temps plein, tenant normalement trois sessions d'une durée de deux semaines chacune par an.

2. Appelant et intimé

19. Chacune des parties peut interjeter appel de tout jugement du Tribunal du contentieux ou de toute autre instance juridictionnelle (c'est-à-dire le requérant ou toute personne agissant au nom du requérant handicapé ou décédé, ou le défendeur).

20. Comme devant le Tribunal du contentieux, tout appelant peut choisir de plaider sa propre cause, de se faire représenter par un fonctionnaire en activité ou ancien fonctionnaire bénévole, de constituer un conseil privé externe (à ses frais, le cas échéant) ou encore de se prévaloir de l'assistance juridique du Bureau de l'aide juridique au personnel ou de sa représentation dès lors que celui-ci estime qu'il a des chances raisonnables de triompher en sa cause.

21. Le Secrétaire général est représenté devant le Tribunal d'appel par le Bureau des affaires juridiques du Secrétariat.

E. Bureau de l'administration de la justice

22. Institué dès l'avènement du système, le Bureau de l'administration de la justice doit son existence à l'idée qu'une entité d'administration de la justice distincte dotée d'une autonomie opérationnelle et budgétaire viendrait garantir l'indépendance institutionnelle du système de justice interne.

23. Le Bureau de l'administration de la justice est une entité indépendante chargée de la coordination des composantes du système de justice interne des Nations Unies et de concourir à le voir fonctionner en toute équité, transparence et efficacité.

24. Le Bureau de l'aide juridique au personnel (sans préjudice de son indépendance opérationnelle) et les greffes des Tribunaux font tous partie du Bureau. Ayant son siège à New York, le Bureau de l'administration de la justice a également une présence à Genève et Nairobi – par l'intermédiaire des greffes du Tribunal du contentieux et des antennes du Bureau de l'aide juridique au personnel et à Addis-Abeba et Beyrouth – par l'intermédiaire des antennes dudit Bureau.

25. Le Bureau de l'administration de la justice établit, tous les ans, des rapports d'activité dans lesquels il propose une vue d'ensemble de ses propres travaux, des statistiques globales sur les activités des Tribunaux et du Bureau de l'aide juridique au personnel, ainsi qu'une synthèse de la jurisprudence majeure des Tribunaux sur diverses matières, rapports que l'on peut consulter sur le site Web du Bureau de l'administration de la justice (<https://www.un.org/fr/internaljustice/>).

1. Bureau du Directeur exécutif

26. Nommé par le Secrétaire général, le Directeur exécutif est chargé de faire rapport sur toutes questions d'ordre systémique intéressant l'administration de la justice interne et de recommander toutes modifications aux Statut et Règlement du personnel et autres textes administratifs propres à améliorer le fonctionnement du système. Il est également chargé de diffuser toutes informations utiles concernant la voie de justice formelle et de pourvoir à la prestation d'assistance au Conseil de justice interne.

2. Greffes

27. Les greffes fournissent un appui de fond, technique et administratif au Tribunal du contentieux administratif et au Tribunal d'appel.

28. Le Tribunal du contentieux a trois greffes, établis à New York, Genève et Nairobi respectivement. Le Tribunal d'appel en a un qui est établi à New York. Chaque greffe est dirigé par un Greffier chargé, sous l'autorité du Greffier en chef et sans préjudice de l'autorité des juges de l'un ou l'autre Tribunal s'agissant de matières judiciaires, de la gestion et du bon fonctionnement du Tribunal au lieu d'affectation considéré.

29. Le Greffier en chef supervise les activités des greffes du Tribunal du contentieux et du Greffe du Tribunal d'appel, et ce, ici encore, sans préjudice de l'autorité reconnue aux juges des Tribunaux s'agissant de matières judiciaires.

3. Bureau de l'aide juridique au personnel

30. Le Bureau de l'aide juridique au personnel consiste en une équipe de praticiens du droit professionnels qualifiés recrutés à temps plein, spécialisés en droit du travail et en droit administratif qui ont pour mission d'offrir en toute objectivité et indépendance une assistance et des conseils et avis juridiques à tout fonctionnaire en activité, ancien fonctionnaire ou ses ayants droit et de le représenter devant les Tribunaux dès lors que le Bureau estime que le justiciable a des chances raisonnables d'obtenir gain de cause en son action.

31. Le Bureau offre son concours aux fonctionnaires des Nations Unies, toutes classes et catégories confondues, où qu'ils soient affectés dans le monde, en des matières très diverses (non-recrutement, licenciement, discrimination, harcèlement ou abus d'autorité ou de pouvoir, droits à pension, matière disciplinaire et faute, autres droits, indemnités et avantages découlant des textes, etc.).

32. Le Bureau propose au justiciable une diversité de services (avis juridiques sommaires, conseils et représentation à l'occasion de toute tentative de règlement

amiable ou de médiation, de la procédure de contrôle hiérarchique ou de toute instance disciplinaire, etc.), l'intéressé pouvant solliciter son concours à tout stade de tel litige né ou à venir. Le Bureau peut donner au justiciable des avis et conseils touchant le bien-fondé de sa cause en droit et les options qui s'offriraient à lui. Si ce dernier choisit d'emprunter la voie contentieuse, le Bureau peut lui prêter assistance pendant toute la durée de l'instance et le représenter devant les Tribunaux ou toute autre instance de recours, pour autant que le justiciable ait des chances de prospérer en sa cause.

33. Le justiciable du système des Nations Unies ne doit à aucun moment engager personnellement des frais et dépenses en contrepartie de l'assistance que lui procurerait le Bureau de l'aide juridique au personnel sous forme de conseils et avis à l'occasion de toute tentative de règlement amiable de tel litige ou de conseils et représentation si le justiciable venait à emprunter la voie de droit formelle, toute assistance juridique ainsi fournie par le Bureau étant financée par l'Organisation des Nations Unies avec l'appoint de cotisations versées par les fonctionnaires à un régime de financement complémentaire volontaire institué à cette fin auquel tout fonctionnaire est invité à cotiser.

34. Établi à New York, le Bureau a des antennes à Genève, Nairobi, Addis-Abeba et Beyrouth.

F. Services juridiques chargés de représenter le Secrétaire général en sa qualité de défendeur ou d'intimé

1. Représentation devant le Tribunal du contentieux administratif

35. Divers services juridiques du Secrétariat et des fonds et programmes des Nations Unies dotés d'une administration distincte ont pour mission de représenter le Secrétaire général à l'occasion de toute procédure écrite ou orale devant le Tribunal du contentieux¹. Ils doivent ainsi déposer des conclusions sur tous points de fait et de droit soulevés dans toute espèce, étudier les moyens relevés par le requérant et participer à toutes conférences de mise en état et aux débats sur le fond en interrogeant des témoins et en concluant sur diverses questions. En outre, ces services sont souvent appelés à représenter le Secrétaire général à l'occasion de telle tentative de règlement amiable à laquelle le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies est parfois associé. Le Tribunal du contentieux s'étant prononcé, le service chargé de représenter le Secrétaire général en la cause donne son avis au Bureau des affaires juridiques sur l'opportunité ou non de faire appel du jugement et concourt à la rédaction de tout projet de conclusions en cause d'appel, s'il y a lieu. Dès lors que tel jugement devient exécutoire, le service concerné veille à son exécution, restant ainsi saisi du dossier bien au-delà de la saisine du Tribunal du contentieux.

¹ Le Secrétariat: la Section des recours et de la responsabilité du Bureau des ressources humaines au Siège (comprenant le Groupe des appels et le Groupe de la discipline), le Groupe juridique du Service de la gestion des ressources humaines à l'Office des Nations Unies à Genève et à l'Office des Nations Unies à Nairobi ; les fonds, programmes et autres entités des Nations Unies dotés d'une administration distincte: Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Fonds des Nations Unies pour la population, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, Commission économique pour l'Afrique, Programme des Nations Unies pour les établissements humains.

2. Représentation devant le Tribunal d'appel

36. Service juridique central de l'Organisation, le Bureau des affaires juridiques fournit des conseils juridiques au Secrétaire général et aux organes principaux et subsidiaires de l'Organisation, y compris les départements et bureaux du Secrétariat et les fonds et programmes dotés d'une administration distincte et ce touchant toutes les activités et opérations de l'Organisation, notamment le système d'administration de la justice. S'agissant de cette dernière matière, le Bureau est chargé d'analyser tous les jugements et arrêts rendus par les Tribunaux pour dégager les grandes tendances de la jurisprudence interne et s'en inspirer pour: a) donner des avis et conseils sur les griefs soulevés par tout fonctionnaire ; b) fournir avis et conseils aux entités chargées de représenter le Secrétaire général devant le Tribunal du contentieux ; c) apprécier l'opportunité de faire appel de tel ou tel jugement du Tribunal du contentieux ; d) donner des avis et conseils aux organes principaux et subsidiaires des Nations Unies.

37. Le Bureau est en outre chargé de représenter le Secrétaire général devant le Tribunal d'appel au nom de toutes les entités des Nations Unies, cette mission consistant pour lui à interjeter appel de jugements du Tribunal du contentieux et à répondre à tout appel en qualité d'intimé, à déposer des requêtes et à répondre à toutes requêtes ainsi qu'à plaider à l'audience en cause d'appel. Le Bureau a de plus vocation à donner des avis et conseils s'agissant de l'exécution de tous jugements et arrêts, de leurs incidences et du point de savoir s'il y a lieu à révision de telle ou telle politique au vu de toute jurisprudence nouvelle. Le Bureau donne au cas par cas tous avis et conseils utiles au Cabinet du Secrétaire général en présence de renvois aux fins d'action récursoire émanant des Tribunaux.

G. Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies

38. Neutres et indépendants, l'ombudsman et le médiateur des Nations Unies ont pour mission d'aider les fonctionnaires à vider tous griefs d'ordre professionnel et à régler tout litige à l'amiable. Le justiciable qui tente de régler tel litige à l'amiable ne s'interdit nullement d'emprunter la voie de droit contentieuse (dans le respect des délais prescrits).

39. Gouvernent l'intervention de l'ombudsman et du médiateur les principes d'indépendance, de neutralité, de confidentialité et d'absence de formalisme: intervenant en toute neutralité, il n'a qualité ni pour imposer quelque solution ni pour décider, les protagonistes étant entièrement maîtres de l'issue de la tentative, tous échanges et correspondance demeurant confidentiels et pouvant être divulgués du seul consentement des intéressés.

40. Le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies offre à toute personne la possibilité: a) de s'en ouvrir officieusement à un interlocuteur en toute confidentialité de tel problème ou grief ; b) d'envisager toutes solutions possibles à son problème ou grief ; c) de s'aguerrir et de gagner en assurance pour faire face à toute situation ; d) d'être accompagnée et orientée quant à savoir comment exposer son grief ou problème devant quiconque. Outre proposer ses services pour voir régler tel ou tel litige, l'ombudsman aide les uns et les autres à se donner les aptitudes nécessaires pour faire face à tout conflit et faire toutes recommandations propres à permettre d'assainir le climat sur tout lieu de travail.

41. Reposant sur le principe de la volonté des protagonistes, la procédure de médiation ne peut s'enclencher que si l'une et l'autre parties consentent à s'y prêter. En amenant ces dernières à prendre langue entre elles en toute confidentialité, le

médiateur crée les conditions d'un dialogue sérieux, donnant à l'une et l'autre le sentiment d'avoir eu son mot à dire et aidant chacune à mettre au jour ce qui leur tient véritablement à cœur, multipliant ainsi les chances de les voir trouver une solution amiable à leur conflit et concourant, par suite, à rétablir la bonne intelligence entre collègues et à cultiver l'entente sur le lieu de travail. Il arrive que le Tribunal du contentieux renvoie tel ou tel litige aux fins de médiation.

42. Le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies est au service des fonctionnaires du Secrétariat, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ayant leur propres services d'ombudsman et de médiation. Les ombudsmans des fonds, programmes et entités des Nations Unies dotés d'une administration distincte basés à New York et ceux du HCR affectés à Genève et Budapest proposent leurs services à l'ensemble des fonctionnaires affectés de par le monde, y compris les stagiaires, les Volontaires des Nations Unies et autres agents n'ayant pas le statut de fonctionnaire.

43. Pour plus de renseignements concernant le Bureau des services d'ombudsman et de médiation, on consultera son site Web à l'adresse : <http://www.un.org/fr/ombudsman/index.shtml>.

H. Conseil de justice interne

44. Entité instituée par l'Assemblée générale, le Conseil de justice interne est investi d'une importante mission concernant le système interne d'administration de la justice.

45. Le Conseil a pour vocation première de saisir l'Assemblée générale d'avis et de recommandations touchant la recherche de candidats aptes à occuper tous postes vacants de juge au Tribunal du contentieux ou au Tribunal d'appel, et de lui donner son avis sur la mise en place du système interne d'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies.

46. Composé de cinq membres, à savoir un représentant du personnel, un représentant de l'Administration et deux éminents juristes, nommés l'un par le personnel et l'autre par l'Administration, le Conseil est présidé par un autre éminent juriste choisi d'un commun accord par les quatre autres membres.

47. Le Bureau du Directeur exécutif du Bureau de l'administration de la justice fournit un appui au Conseil, selon que de besoin.

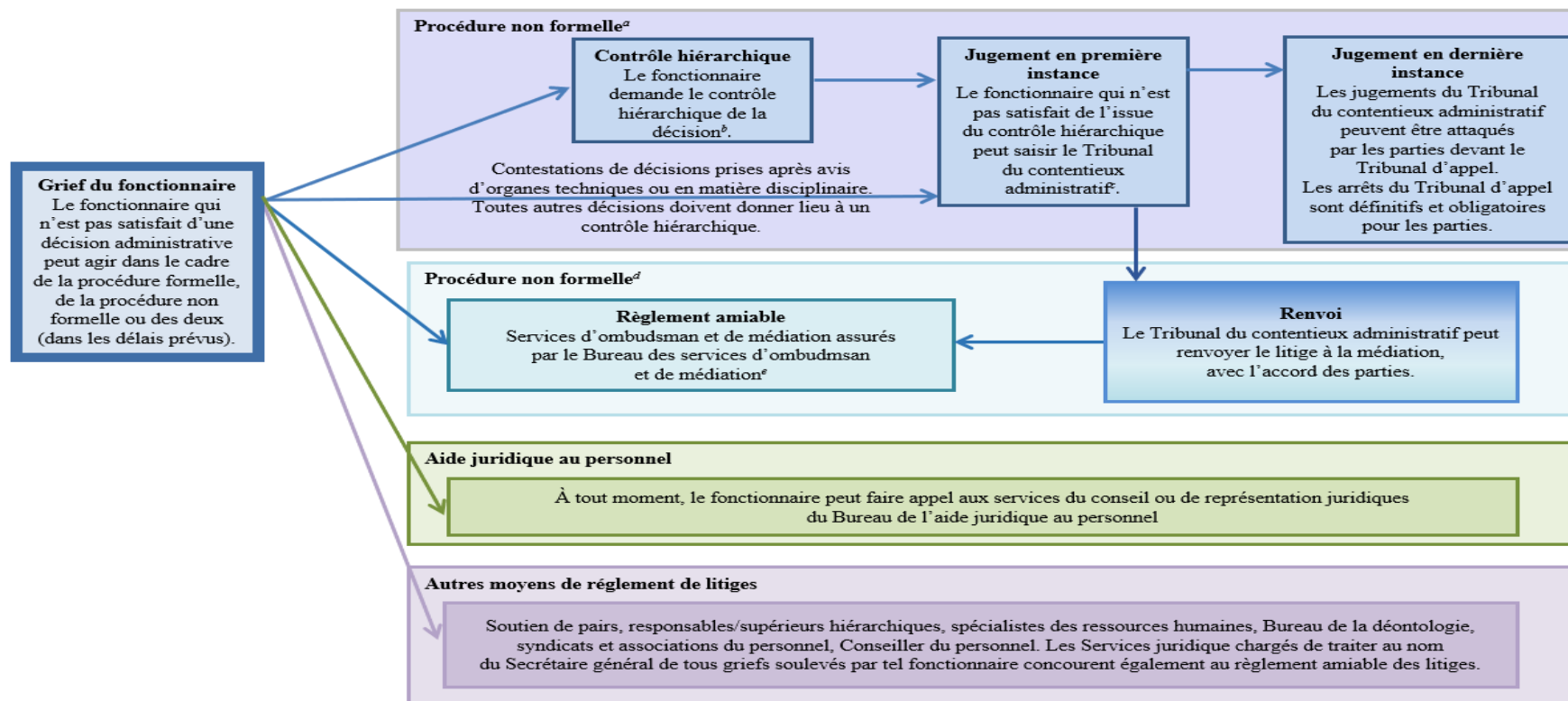
I. Autres moyens de règlement de litiges d'ordre professionnel

48. Outre les voies non formelle et formelle de règlement de litiges ou griefs d'ordre professionnel, les fonctionnaires qui veulent trouver une solution à tel litige d'ordre professionnel ou conflit interne dans leur bureau peuvent faire appel à d'autres moyens, notamment se tourner vers leurs pairs, leurs supérieurs hiérarchiques, les ressources humaines, le Bureau de la déontologie compétent (Secrétariat de l'ONU, PNUD, FNUAP, HCR, UNICEF, UNOPS), tel syndicat ou association du personnel, conseiller du personnel ou encore le ou la Coordonnateur(trice) pour les questions relatives à la situation des femmes.

49. Les services juridiques chargés de traiter, au nom du Secrétaire général, de tous griefs soulevés par des fonctionnaires concourent également à la recherche d'une solution amiable à tout litige souvent avant qu'il ne donne lieu à saisine des voies de droit non formelle ou formelle.

Annexe II

Schéma du système d'administration de la justice des Nations Unies



^a À tout moment de la procédure formelle, le fonctionnaire et l'auteur de la décision peuvent tenter de régler le litige à l'amiable, avec ou sans le concours du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies.

^b Le contrôle hiérarchique suppose un examen objectif et motivé de la régularité de la décision contestée. Il y est procédé par le Groupe du contrôle hiérarchique dans les entités du Secrétariat de l'Organisation et son pendant dans les fonds et programmes des Nations Unies. Le contrôle hiérarchique se veut l'occasion, pour l'administration, de revoir la décision contestée par le fonctionnaire ou d'y apporter toutes solutions acceptables si elle s'avère entachée d'irrégularité. Le Groupe du contrôle hiérarchique et le Bureau de l'aide juridique au personnel peuvent également proposer de régler le différend à l'amiable, avec ou sans l'aide du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies.

^c Le Tribunal du contentieux administratif examine les recours formés par tout fonctionnaire ou ancien fonctionnaire contre telle ou telle décision administrative pour inobservation de ses conditions d'emploi ou de son contrat de travail.

^d La tentative de règlement amiable ne fait pas obstacle à un règlement contentieux (dans certains délais) en cas d'échec.

^e Le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies propose ses services au Secrétariat de l'Organisation et aux fonds et programmes des Nations Unies.

Annexe III

Suite donnée par le Secrétaire général aux observations résultant de son rapport sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies (A/73/167)

A. Introduction

1. Le Secrétaire général prend note des observations de l'ombudsman figurant dans son rapport sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies (A/73/167). Il prend également acte de l'observation de l'ombudsman relative aux causes profondes des conflits et aux problèmes structurels récurrents au Secrétariat.
2. Le rapport en question confirme une nouvelle fois que plusieurs facteurs sous-jacents, que l'Ombudsman a observés et sur lesquels il a déjà fait rapport, ont des répercussions sur la productivité, la santé et le moral du personnel et entraînent ainsi une augmentation des conflits se manifestant sous une forme inadaptée. On trouve dans ce rapport des pistes devant permettre au personnel d'encadrement et aux autres fonctionnaires d'éliminer les causes profondes qui font obstacle à l'instauration d'un climat de travail respectueux et harmonieux.

B. Gestion de la performance et mise en cause de la responsabilité

3. Le Secrétaire général note que des progrès ont d'ores et déjà été accomplis sur la base des pistes proposées en matière de gestion de la performance et de culture de la gouvernance au sein de l'Organisation. Premièrement, une nouvelle approche de la gestion de la performance, qui tient compte des pistes définies dans le rapport, est en phase pilote dans plusieurs équipes du Secrétariat en 2019. Le changement des comportements et un dialogue permanent entre supérieurs hiérarchiques et subordonnés tout au long de la période d'évaluation et non seulement deux fois par an, comme c'est le cas actuellement, sont au cœur de cette nouvelle approche. Dans le cadre de cette phase pilote, le personnel d'encadrement et les subordonnés peuvent créer ensemble des plans de travail et communiquer au sujet de leur exécution. Les résultats constatés à ce jour montrent que cette approche favorise la communication, en ligne et en personne, et que les équipes discutent plus fréquemment des succès obtenus et des défis rencontrés. La nouvelle approche est fondée sur l'hypothèse que la responsabilité des membres du personnel d'encadrement et de direction doit être davantage mise en cause, notamment en ce qui concerne le traitement qu'ils accordent à leurs pairs et à ceux qui sont placés sous leur supervision. Les résultats de la phase pilote guideront la révision du cadre de gestion de la performance de l'Organisation.
4. S'agissant des pistes d'intervention possibles présentées dans le rapport concernant le modèle de comportement exemplaire, l'exercice des fonctions de direction et le changement des comportements, le Secrétaire général a lancé un projet concernant la mise en place d'une évaluation à 360 degrés pour les hauts fonctionnaires. Un certain nombre de sous-secrétaires généraux et de secrétaires généraux adjoints ont participé au projet pilote, qui vise à permettre à de multiples pairs et subordonnés directs ou indirects de leur faire des retours sous forme d'évaluations et d'observations. Ce programme, le premier de ce type pour les fonctionnaires les plus hauts placés de l'Organisation, a été accueilli favorablement par les participants. Il permet aux hauts fonctionnaires de mieux comprendre les incidences de leur comportement et la façon dont leur fonction est perçue dans

l'Organisation. En attendant que les ressources nécessaires soient disponibles, le Secrétaire général établit un plan de mise en œuvre visant à étendre ce programme à encore d'autres dirigeants.

5. Le rapport met en évidence la possibilité de développer des compétences permettant de provoquer un entretien et de renforcer les valeurs fondamentales et les compétences comportementales. Compte tenu du rôle crucial que jouent les formations obligatoires pour ce qui est de définir les attentes et d'influer sur les comportements et la culture, le Bureau des ressources humaines a réalisé une analyse détaillée des neuf programmes de formation obligatoires pour l'ensemble du personnel en vue d'améliorer l'efficacité et l'accessibilité des programmes actuels et futurs. Conformément aux recommandations énoncées dans le rapport, ces programmes de formation font l'objet d'une révision visant à garantir qu'ils soient conformes aux meilleures méthodes pédagogiques possibles, et ainsi permettre un véritable changement de comportement. De plus, un nouveau programme de formation visant à promouvoir des relations courtoises entre membres du personnel est en cours d'élaboration, en collaboration avec le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies. Ce projet vise à donner aux fonctionnaires les moyens de contribuer davantage, de leur propre initiative, à l'instauration et au maintien de relations de travail harmonieuses et courtoises. Ce programme de formation sera mixte, mêlant activités en ligne, cours en présentiel et documents de référence en complément aux diverses ressources disponibles sur le site Web consacré à la création d'un climat de travail harmonieux (consultable en anglais sur : <https://hr.un.org/page/create-harmonious-workplace>).

6. S'agissant des pistes d'intervention concernant le renforcement des compétences et des comportements en matière d'encadrement, le Bureau des ressources humaines a conçu un nouvel ensemble de programmes de perfectionnement des cadres aux fonctions de direction et de gestion, sur la base des nouvelles compétences en la matière et conformément au modèle de leadership du système des Nations Unies, créé en 2017. Les nouveaux programmes visent à renforcer de façon progressive les compétences en matière d'encadrement, du niveau de l'encadrement informel (selon le concept de la gestion de son propre travail) aux hauts fonctionnaires, en veillant à ce que les superviseurs et les cadres acquièrent les connaissances et les compétences nécessaires pour gérer leurs ressources humaines conformément aux valeurs fondamentales et aux compétences des Nations Unies et permettent à leur personnel de travailler dans un climat sain et exempt de préjugés. Deux nouveaux programmes, en particulier, seront mis en place : a) un programme de perfectionnement des cadres destiné aux deuxièmes notateurs, qui sera lancé en 2019 et b) un programme de certification en gestion en ligne destiné aux premiers notateurs, qui sera lancé en 2020. Les directeurs continuent d'utiliser le programme de perfectionnement des cadres de l'ONU sur quatre jours, qui a été complété en 2019 par des sessions d'encadrement pour les participants et une demi-journée de suivi consacrée au renforcement et à la mise en pratique des connaissances acquises. À l'appui des cadres et dirigeants, une plateforme de formation destinée au personnel d'encadrement et de direction est en cours d'élaboration en partenariat avec l'École des cadres du système des Nations Unies. Les ressources numériques et les données d'expériences disponibles sur cette plateforme visent à aider les responsables à surmonter les difficultés qui se présentent et à s'acquitter des tâches et responsabilités qui leur sont confiées au quotidien.

C. Mise en œuvre de la réforme et gestion du changement

7. En ce qui concerne les pistes d'intervention possibles à l'appui de la mise en œuvre des réformes et de la gestion du changement, le Département des stratégies et

politiques de gestion et de la conformité a lancé la stratégie de formation « Unis pour la réforme », qui doit permettre au personnel de bien accueillir et d'appuyer les initiatives du Secrétaire général en la matière. La stratégie est axée sur quatre principaux domaines :

a) accompagnement du changement : des ateliers organisés par équipe sont proposés et les problèmes pédagogiques sont réglés afin de faciliter la gestion du changement et de renforcer les capacités du personnel de faire face aux futurs changements ;

b) acquisition de nouvelles compétences : plusieurs options de formation sont offertes au personnel pour lui permettre d'acquérir les compétences nécessaires et d'approfondir ses connaissances dans des domaines précis afin qu'il puisse remplir ses nouvelles fonctions avec assurance ;

c) renforcement de l'esprit d'équipe : des ateliers adaptés de renforcement de l'esprit d'équipe sont proposés afin de faciliter la création d'équipes solides et unies qui exécutent rapidement et efficacement les nouveaux mandats ;

d) programmes de formation transversaux (par ex. sur l'accessibilité, l'innovation et les services aux clients) : diverses options de formation sont proposées en vue de favoriser l'adoption de valeurs, d'un état d'esprit et de comportements fondamentaux. Tous devraient participer à cette évolution afin d'appuyer les changements nécessaires pour bâtir l'Organisation de l'avenir.

8. Bien que la réforme n'en soit qu'à ses débuts, l'approche de la répartition des rôles et des responsabilités telle qu'envisagée dans le cadre de la nouvelle réforme de la gestion du Secrétaire général garantira que les politiques et les stratégies bénéficient de l'attention appropriée de la direction, tout en favorisant l'instauration d'une culture axée sur les services qui permette d'améliorer l'efficacité et la satisfaction des clients. La répartition des tâches est essentielle à l'application du principe de responsabilité. Le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, eu égard à son rôle dans l'élaboration de politiques et l'application du nouveau cadre de responsabilisation, tel que prévu par la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité récemment créée, garantira un système renforcé de contre-poids et une responsabilisation renforcée. Depuis le 1^{er} janvier 2019, le dispositif d'application du principe de responsabilité est assorti d'une amélioration de la délégation de pouvoir, c'est-à-dire que l'exercice des pouvoirs délégués est soumis à la surveillance étroite et systématique de la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité. Celle-ci est chargée de gérer le système de délégation de pouvoir, notamment la mise à jour des informations officielles, et d'assurer un suivi de l'utilisation que les responsables font de leur autorité. La Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité collabore étroitement avec le Département de l'appui opérationnel pour aider les responsables à qui des pouvoirs ont été délégués à comprendre ce qu'ils englobent, ce qui évitera tout abus de ces pouvoirs, comme l'a noté l'Ombudsman.

D. Enquête sur la motivation du personnel des Nations Unies

9. Afin de tirer parti des points forts et de répondre aux défis recensés dans l'Enquête sur la motivation du personnel des Nations Unies, le Secrétaire général reçoit, à sa demande, des plans d'action de toutes les entités ayant participé à l'Enquête. Chaque entité s'appuie sur ces plans d'action pour élaborer et exécuter des projets visant à instaurer, promouvoir et entretenir un climat de travail propre à motiver le personnel et à l'encourager à produire de bons résultats, tout en faisant de l'Organisation un lieu de travail plus flexible, adaptable et dynamique. Un certain

nombre de bureaux se concentrent sur la création d'un milieu de travail valorisant, notamment l'Office des Nations Unies à Genève, qui organise une série de séances de mobilisation visant à définir une vision commune pour l'Office, à stimuler l'innovation au travers de la prise de risques, à mettre en exergue l'importance de l'échange d'idées et de connaissances entre les différentes équipes, et à promouvoir la recherche commune de solutions, sous le thème « Notre action ». Utilisant les approches les mieux adaptées à leur contexte, tous les bureaux ont lancé des initiatives de changement en vue de créer un environnement favorable et d'améliorer la mobilisation du personnel.

E. Progression de carrière de la catégorie des services généraux à celle des administrateurs

10. Le Secrétariat prend note des préoccupations de l'Ombudsman concernant les perspectives d'avancement des agents des services généraux et des catégories apparentées. Le Secrétaire général a soumis une recommandation à l'examen de l'Assemblée générale. Pendant les consultations, le Secrétariat a fourni au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires des informations montrant que la suppression de la possibilité de passer à la catégorie des administrateurs en se présentant à l'examen du programme Jeunes administrateurs (et l'élimination de la restriction faite aux agents des services généraux et des catégories apparentées et des classes FS-1 à FS-5 dans la catégorie du Service mobile de présenter leur candidature à des postes d'administrateur) n'aurait pas d'incidence négative sur la répartition géographique et que le mérite resterait le critère principal, l'importance due étant accordée à la représentation géographique.

F. Stratégie relative à la santé mentale

11. La Stratégie pour la santé mentale et le bien-être au travail dans le système des Nations Unies a été lancée par le Secrétaire général en octobre 2018 et un conseil de mise en œuvre a été chargé d'assurer une surveillance stratégique et d'apporter l'appui nécessaire à la mise en œuvre concrète et opérationnelle de la Stratégie. Un siège a été réservé au conseil pour un représentant du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies.

12. L'Ombudsman de l'Organisation a joué un rôle clé dans l'élaboration de la Stratégie. Les conclusions de l'Enquête sur la motivation du personnel des Nations Unies concernant les liens entre litiges d'ordre professionnel et santé mentale démontrent clairement qu'il importe de poursuivre ce partenariat. L'Ombudsman est invité à continuer d'apporter sa contribution pendant la phase de mise en œuvre.

13. La Stratégie vise à améliorer l'efficacité de l'Organisation en optimisant la santé mentale de son personnel. Elle comprend quatre objectifs thématiques stratégiques :

- a) instaurer un climat de travail favorisant la santé mentale et physique et le bien-être ;
- b) proposer désormais, dans l'ensemble des lieux d'affectation, des services psychosociaux de haute qualité qui feront l'objet d'une évaluation régulière ;
- c) accueillir et soutenir les fonctionnaires rencontrant dans leur vie des problèmes de santé mentale ;
- d) veiller à ce que les services de bien-être et de santé mentale soient financés de manière viable.

14. Le succès de la Stratégie, qui s'étend sur cinq ans, nécessitera de procéder à des changements tant individuels et qu'organisationnels et d'adopter une approche multifonctionnelle. Des mesures ont été prises pour chacun des quatre thèmes et leur mise en œuvre fera l'objet de communications régulières.

Annexe IV

Pourcentage de fonctionnaires ayant décidé de ne pas participer au mécanisme de financement complémentaire et montant des contributions volontaires recueillies, par mois, en 2018

(En dollars des États-Unis)

Entité	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin	
	Pourcentage de fonctionnaires ayant décidé de ne pas cotiser	Montant des contributions	Pourcentage de fonctionnaires ayant décidé de ne pas cotiser	Montant des contributions	Pourcentage de fonctionnaires ayant décidé de ne pas cotiser	Montant des contributions	Pourcentage de fonctionnaires ayant décidé de ne pas cotiser	Montant des contributions	Pourcentage de fonctionnaires ayant décidé de ne pas cotiser	Montant des contributions	Pourcentage de fonctionnaires ayant décidé de ne pas cotiser	Montant des contributions
HCR	32,82	11 381,78	32,42	11 732,83	32,46	11 726,27	32,99	11 679,29	32,54	11 850,59	32,13	11 942,90
Siège ^a	32,52	47 560,89	32,48	48 238,23	32,32	48 212,88	32,45	48 140,09	32,36	48 222,57	33,99	48 823,01
PNUD	42	15 788,00	42	16 205,00	42	16 070,00	42	15 931,00	42	16 046,00	43	15 210,00
UNICEF	91	2 690,46	91	2 764,34	91	2 726,80	91	2 730,33	49	15 150,30	37	22 043,77
UNOPS	49	1 131,94	49	1 121,63	46	1 147,10	49	1 115,62	49	1 160,37	49	1 113,06
Total		78 553,07		80 062,03		79 883,05		79 596,33		92 429,83		99 132,74

Entité	Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre	
	Pourcentage de fonctionnaires ayant décidé de ne pas cotiser	Montant des contributions	Pourcentage de fonctionnaires ayant décidé de ne pas cotiser	Montant des contributions	Pourcentage de fonctionnaires ayant décidé de ne pas cotiser	Montant des contributions	Pourcentage de fonctionnaires ayant décidé de ne pas cotiser	Montant des contributions	Pourcentage de fonctionnaires ayant décidé de ne pas cotiser	Montant des contributions	Pourcentage de fonctionnaires ayant décidé de ne pas cotiser	Montant des contributions
HCR	32,57	11 859,12	32,23	11 867,13	31,83	12 504,46	32,22	12 125,64	31,63	12 345,45	31,34	12 481,13
Siège ^a	34,27	48 410,70	34,13	48 623,31	34,04	48 958,00	33,8	49 364,60	33,93	49 461,40	34,06	49 450,30
PNUD	43	14 958,10	43	15 069,00	43	15 401,00	42	15 145,37	41	15 260,43	41	15 568,00
UNICEF	39	17 943,71	39	18 197,22	39	18 769,00	39	18 435,89	39	18 548,18	40	18 653,26
UNOPS	49	1 106,84	48	1 126,51	48	1 123,43	49	1 119,76	49	1 143,54	50	1 129,14
Total		94 278,47		94 883,17		96 755,89		96 191,26		96 759,00		97 281,83

Montant total des contributions en 2018	1 006 210,34											
--	---------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

(Voir notes page suivante)

(Notes du tableau de l'annexe IV)

Abréviations : HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement ; Siège : Siège de l'Organisation des Nations Unies ; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

^a Par « Siège » on entend ici : l'Office des Nations Unies à Nairobi, l'Office des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Vienne, le Siège de l'Organisation, le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, ainsi que les fonctionnaires locaux des missions de maintien de la paix et des missions politiques.

Annexe V

Réparations recommandées par le Groupe du contrôle hiérarchique et réparations pécuniaires accordées par les Tribunaux en 2018 ou versées en 2018

A. Indemnités versées conformément aux recommandations du Groupe du contrôle hiérarchique^a

<i>Département dont émane la décision</i>	<i>Réparation</i>	<i>Classe du fonctionnaire</i>	<i>Montant (dollars É.-U.)</i>	<i>Motif de la réparation</i>
ONUST	9 mois de traitement de base net	FS-4/10	41 022,75	Décision de licenciement non conforme à la jurisprudence actuelle
ONUST	12 mois de la différence entre la classe GL-5 et la classe GL-6	GL-5	4 845,96	Règlement concernant une décision de non-sélection
DGACM	1 mois de traitement de base net	P-4	7 424,25	Règlement concernant une décision de non-sélection
FINUL	2 mois de traitement de base net	GL-5/9	8 300,00	Retard dans l'examen d'une demande de reclassement
MONUSCO	Montant forfaitaire	GL-3/10	2 500,00	Retard dans le versement des prestations de retraite
MONUSCO	1 mois de traitement de base net	FS-4/13	4 868,50	Règlement concernant une cessation de service lors d'une réduction des effectifs
MONUSCO	1 mois de traitement de base net	GL-4/10	2 007,91	Règlement concernant une cessation de service faisant suite à une réduction des effectifs
MONUSCO	Montant forfaitaire	P-3/3	500,00	Retard de paiement
MONUSCO	Versement du traitement	NO-C/8	13 166,69	Règlement à la suite d'une erreur dans le cadre d'une cessation de service
PNUE	Montant forfaitaire	P-2/13	5 169,00	Règlement concernant une décision de non-sélection
MINUL et CSRE	Montant forfaitaire	G-3/10	4 000,00	Règlement d'une demande de réparation pour recouvrement indu
MINUSCA	Traitement pour la période du 1 ^{er} janvier au 16 août 2018	G-3/6	7 500,00 ^b	Versement du traitement conformément aux conditions d'emploi initiales
OCHA	Montant forfaitaire	P-2/13	5 000,00	Règlement concernant une décision de non-sélection
Total			106 305,06	

Abbreviations : CSRE : Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) ; DGACM : Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences ; FINUL : Force intérimaire des Nations Unies au Liban ; FS : agent(e) du Service mobile ; G : Agent(e) des Services généraux ; GL : agent(e) des Services généraux dans les lieux d'affectation hors siège ; MINUL : Mission des Nations Unies au Libéria ; MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine ; MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; NPO-C : administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national, échelon C ; OCHA : Bureau de la coordination des affaires humanitaires ; ONUST : Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve ; P : administrateur(trice) ; PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement.

^a Réparations versées au titre d'affaires soumises en 2018 et réparations versées en 2018 au titre d'affaires reportées de 2017.

^b Montant approximatif, sur la base du règlement.

B. Réparations pécuniaires accordées par les Tribunaux en 2018 ou versées en 2018

<i>N° de jugement du Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>Greffé</i>	<i>Entité dont émane la décision</i>	<i>Réparation accordée/dépens prononcés par le Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>N° d'arrêt du Tribunal d'appel</i>	<i>Réparation confirmée/annulée/rejetée/ accordée par le Tribunal d'appel</i>	<i>Montant net versé (dollars É.-U., sauf indication contraire)</i>	<i>Date du paiement</i>
UNDT/2016/197	Nairobi	MINUSS	i) Violation des droits fondamentaux de la requérante ii) Octroi d'une somme correspondant à 3 mois de traitement de base net au taux applicable à la date de l'expulsion iii) Versement d'intérêts au taux préférentiel des États-Unis à compter de la date à laquelle le jugement devient exécutoire, le taux étant majoré de 5 points après 60 jours	—	—	10 400,75	23 mars 2018
UNDT/2016/206	Nairobi	MANUI	i) Retrait des remarques désobligeantes du dossier administratif ii) Octroi d'une somme de 3 000 dollars pour vice de procédure iii) Octroi d'une somme de 15 000 dollars au titre du préjudice subi	2017-UNAT-774	Chef i) confirmé Chef ii) infirmé Chef iii) Montant de la réparation ramené à 5 000 dollars	5 000,00 192,02	27 septembre 2018 8 octobre 2018
UNDT/2017/036	Nairobi	CESAO	i) Rupture irrégulière du contrat de travail ii) Octroi d'une somme correspondant à 1 mois de traitement de base net au titre du préjudice moral imputable à la CESAO iii) Octroi d'une somme correspondant à 2 mois de traitement de base net pour rupture de contrat de travail	2018-UNAT-810	Chef i) confirmé Chefs ii) et iii) Modification des motifs de réparation et fusion des indemnités en un seul montant de 8 500 dollars	8 500,00	17 juillet 2018
UNDT/2017/046	Nairobi	BANUS	Rejet de la requête pour irrecevabilité (défaut de demande de contrôle hiérarchique)	2018-UNAT-820	i) Annulation du jugement ii) Octroi d'une somme correspondant à la rémunération que le requérant aurait reçue si le Secrétaire général avait respecté l'ordonnance n° 494	100 722,72 (une procédure de recouvrement des prestations de retraite versées au fonctionnaire pendant la	10 août 2018

<i>N° de jugement du Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>Greffe</i>	<i>Entité dont émane la décision</i>	<i>Réparation accordée/dépens prononcés par le Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>N° d'arrêt du Tribunal d'appel</i>	<i>Réparation confirmée/annulée/rejetée/ accordée par le Tribunal d'appel</i>	<i>Montant net versé (dollars É.-U., sauf indication contraire)</i>	<i>Date du paiement</i>
					(NBI/2016) du Tribunal du contentieux administratif sur le sursis à exécution iii) Versement d'intérêts à compter de la date du jugement annulé	période visée par l'indemnisation est en cours)	
UNDT/2017/077	New York	FNUOD	Versement du solde de l'élément somme forfaitaire de la prime d'affectation correspondant à la période du 23 mars au 7 juillet 2015 conformément à l'ancienne Instruction administrative ST/AI/2012/1 intitulée « Prime d'affectation »	—	—	3 704,64	20 mars 2018
UNDT/2017/078	New York	FNUOD	i) Octroi d'une somme de 2 100 dollars au titre de la perte d'un iPad et d'une montre lors de l'évacuation d'un camp ii) Octroi d'une somme de 5 390 dollars au titre de la perte des autres objets personnels, comme en avait déjà convenu l'Administration iii) Versement d'intérêts au taux préférentiel des États-Unis à compter de la date à laquelle le jugement devient exécutoire, le taux étant majoré de 5 points après 60 jours	—	—	7 575,62	20 mars 2018
UNDT/2017/096	Nairobi	MONUSCO	i) Violation des droits de la requérante du fait du retard de plusieurs paiements ii) Octroi d'une somme de 6 000 dollars au titre du préjudice moral	—	—	6 000,00	3 mars 2018
UNDT/2018/005	New York	DESA	i) Annulation du rejet de la plainte pour harcèlement et abus de pouvoir, le Tribunal ayant conclu que le requérant avait été victime de harcèlement et d'abus de pouvoir	2018-UNAT-868	Chef i) infirmé	—	—

<i>N° de jugement du Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>Greffe</i>	<i>Entité dont émane la décision</i>	<i>Réparation accordée/dépens prononcés par le Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>N° d'arrêt du Tribunal d'appel</i>	<i>Réparation confirmée/annulée/rejetée/ accordée par le Tribunal d'appel</i>	<i>Montant net versé (dollars É.-U., sauf indication contraire)</i>	<i>Date du paiement</i>
			ii) Octroi d'une somme correspondant à 1 an de traitement de base net au titre du préjudice moral		Chef ii) infirmé		
UNDT/2018/009	Genève	Département de la gestion	i) Annulation de la décision de mettre le requérant en congé administratif sans traitement	2018-UNAT-869	Chef i) infirmé	— —	
			ii) Octroi du traitement de base net pour la période du congé administratif sans traitement		Chef ii) infirmé		
UNDT/2018/016	Genève	Bureau de l'administration de la justice	i) Annulation de la décision de classer sans suite une plainte pour harcèlement et abus de pouvoir	2018-UNAT-873	Chef i) confirmé	— —	
			ii) Plainte renvoyée à la Sous-Secrétaire générale à la gestion des ressources humaines pour qu'une procédure disciplinaire soit intentée, conformément à la circulaire ST/SGB/2008/5 du Secrétaire général intitulée « Interdiction de la discrimination, du harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et de l'abus de pouvoir »		Chef ii) confirmé		
			iii) Octroi d'une somme de 20 000 dollars au titre du préjudice moral		Chefs iii) et iv)		
			iv) Octroi d'une somme de 10 000 dollars au titre du préjudice subi du fait de l'impossibilité de procéder à une enquête sur l'intégralité de la plainte		Montant des réparations ramené à 10 000 dollars au total		
UNDT/2018/018	Nairobi	CEA	i) Annulation de la décision de ne pas créer de groupe d'enquête ; renvoi de la plainte à l'Administration pour examen conformément à la circulaire ST/SGB/2008/5	2018-UNAT-874	Pas d'appel sur le chef i)		
			ii) Octroi d'une somme de 3 000 dollars au titre du préjudice moral		Chef ii) infirmé		

<i>N° de jugement du Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>Greffé</i>	<i>Entité dont émane la décision</i>	<i>Réparation accordée/dépens prononcés par le Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>N° d'arrêt du Tribunal d'appel</i>	<i>Réparation confirmée/annulée/rejetée/ accordée par le Tribunal d'appel</i>	<i>Montant net versé (dollars É.-U., sauf indication contraire)</i>	<i>Date du paiement</i>
UNDT/2018/019	Nairobi	OCHA	Octroi d'une somme correspondant à 1 mois de traitement de base net au titre du préjudice subi par la requérante du fait de n'avoir pas été informée en temps opportun du retrait de son offre d'engagement	—	—	6 930,64	18 mai 2018
UNDT/2018/020	New York	ONUG	Octroi d'une somme de 3 000 dollars au titre du préjudice moral subi par la requérante du fait que l'Administration n'a pas procédé à un examen complet et équitable de sa candidature pour des postes P-3	2018-UNAT-878	Jugement annulé		
UNDT/2018/028	Genève	OCHA	i) Annulation de la décision finale concernant le recrutement à un poste de spécialiste des affaires humanitaires (Service de surveillance financière) (P-3) ii) À titre subsidiaire, versement d'une indemnité correspondant à 2 mois de traitement de base net à l'échelon 1 de la classe P-3	2018-UNAT-880	Chef i) confirmé Chef ii) confirmé	— —	
UNDT/2018/031	Genève	UNICEF	i) Annulation de la décision de ne pas prolonger l'engagement de la requérante ii) Réintégration ou, à titre subsidiaire, 1 an de traitement de base net iii) Octroi d'une somme de 5 000 dollars au titre du préjudice moral iv) Versement d'intérêts au taux préférentiel des États-Unis à compter de la date à laquelle le jugement devient exécutoire, le taux étant majoré de 5 points après 60 jours	2018-UNAT-882	Chef i) confirmé Chefs ii) à iv) confirmés, rejet des demandes additionnelles de la requérante	24 336,63	5 février 2019
UNDT/2018/038	Genève	UNICEF	i) Constitue un manquement le fait de n'avoir pas officiellement notifié à la requérante la décision de non-sélection	2018-UNAT-886	Chef i) confirmé	— —	

<i>N° de jugement du Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>Greffé</i>	<i>Entité dont émane la décision</i>	<i>Réparation accordée/dépens prononcés par le Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>N° d'arrêt du Tribunal d'appel</i>	<i>Réparation confirmée/annulée/rejetée/ accordée par le Tribunal d'appel</i>	<i>Montant net versé (dollars É.-U., sauf indication contraire)</i>	<i>Date du paiement</i>
			ii) Octroi d'une somme de 500 dollars au titre du préjudice subi		Chef ii) infirmé		
UNDT/2018/039 Corr.1	Genève	UNICEF	i) Annulation des décisions du Chef des enquêtes du Bureau de l'audit interne et des investigations, en date des 12 et 14 avril 2016, concernant les plaintes de la requérante datées des 26 janvier et 21 mars 2016	2018-UNAT-885	Chef i) confirmé	1 044,66	5 février 2019
			ii) Renvoi des plaintes à la Directrice du Bureau pour nouvel examen, cet examen devant avoir été terminé dans les 60 jours à compter de la date à laquelle le jugement devient exécutoire		Chef ii) confirmé		
			iii) Récusation du Chef des enquêtes et de la spécialiste des enquêtes ayant traité les plaintes		Chef iii) confirmé		
			iv) Versement d'intérêts au taux préférentiel des États-Unis à compter de la date à laquelle le jugement devient exécutoire, le taux étant majoré de 5 points après 60 jours		Chef iv) confirmé Rejet des demandes additionnelles de la requérante		
UNDT/2018/055	Genève	MINUK	i) Annulation de la décision de déduire 25 % du traitement au titre d'une pension alimentaire	2018-UNAT-892	Chef i) confirmé	—	—
			ii) Remboursement de toute somme déduite pendant la période considérée, déduction faite de l'indemnité pour enfant à charge		Chef ii) confirmé		
UNDT/2018/056	New York	Département de la gestion	i) Annulation de la décision de licenciement pour motifs disciplinaires ; retrait de toute mention de mesure disciplinaire du dossier administratif	2018-UNAT-889	Chefs i) à iii) infirmés	—	—
			ii) À titre subsidiaire, versement d'une indemnité de 5 000 dollars				

<i>N° de jugement du Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>Greffé</i>	<i>Entité dont émane la décision</i>	<i>Réparation accordée/dépens prononcés par le Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>N° d'arrêt du Tribunal d'appel</i>	<i>Réparation confirmée/annulée/rejetée/ accordée par le Tribunal d'appel</i>	<i>Montant net versé (dollars É.-U., sauf indication contraire)</i>	<i>Date du paiement</i>
			iii) Octroi d'une somme correspondant au traitement net pour la période allant du licenciement à l'expiration du contrat de durée déterminée				
			iv) Rejet de la demande de réintégration		Chef iv) confirmé		
UNDT/2018/060	Genève	HCDH	i) Annulation de la décision de non-sélection	—	—	—	—
			ii) À titre subsidiaire, versement d'une indemnité de 4 000 dollars)				
UNDT/2018/061	Nairobi	MINUSMA	i) Annulation de la décision de non-sélection au poste de spécialiste des questions de genre (P-3)	—	—	16 466,80	7 septembre 2018
			ii) À titre subsidiaire, versement d'une indemnité correspondant à 3 mois de traitement de base net				
			iii) Versement d'intérêts au taux préférentiel des États-Unis à compter de la date à laquelle le jugement devient exécutoire, le taux étant majoré de 5 points après 60 jours				
UNDT/2018/066	New York	DGACM	i) Annulation de la décision contestée, la demande de démission adressée au requérant valant licenciement	2019-UNAT-901	Chef i) confirmé	—	—
			ii) À titre subsidiaire, versement d'une indemnité de 10 000 dollars		Chef ii) Montant de la réparation ramené à 2 000 dollars		
			iii) Octroi du traitement pour une période de 125 jours au titre de la perte de salaire, conformément à l'Instruction administrative ST/AI/2003/8/Amend.2 intitulée « Maintien en fonction après l'âge de départ obligatoire à la retraite et emploi de retraités »		Chef iii) infirmé		

<i>N° de jugement du Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>Greffé</i>	<i>Entité dont émane la décision</i>	<i>Réparation accordée/dépens prononcés par le Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>N° d'arrêt du Tribunal d'appel</i>	<i>Réparation confirmée/annulée/rejetée/ accordée par le Tribunal d'appel</i>	<i>Montant net versé (dollars É.-U., sauf indication contraire)</i>	<i>Date du paiement</i>
			iv) Requérent réadmis à prétendre à tous contrats-cadres		Chef iv) infirmé		
			v) Observations de la juge portées au jugement		Chef v) Retrait des observations portées au jugement		
UNDT/2018/070	New York	BSCI	i) Annulation des décisions portant suppression du poste, non-renouvellement de l'engagement de durée déterminée et refus de réaffectation temporaire de 2 mois	2019-UNAT-902	Chef i) infirmé	—	—
			ii) Le contrat de durée déterminée de deux ans est réputé prolongé avec effet rétroactif		Chef ii) infirmé		
			iii) Obligation de réaffecter la requérante à un poste correspondant à ses aptitudes		Chef iii) infirmé		
			iv) À titre subsidiaire aux chefs i) et ii), versement d'une indemnité de 10 000 dollars		Chef iv) infirmé		
			v) Octroi d'une somme correspondant au traitement de base net et aux cotisations dues à la Caisse commune des pensions au titre de la période de chômage subie par la requérante en raison de la non-reconduction de son engagement pour deux ans		Chef v) infirmé		
			vi) Octroi d'une somme correspondant à 3 mois de traitement de base net au titre du préjudice moral		Chef vi) infirmé		
UNDT/2018/071	Genève	Bureau de l'administration de la justice	<i>Décision relative à l'affaire 2013/057 :</i> i) Octroi d'une somme correspondant à 21 mois du traitement de base net au titre du préjudice pécuniaire causé par la décision de non-renouvellement	2018-UNAT-895	Chef i) Montant de la réparation ramené à 12 mois de traitement de base net	—	—

A/74/172

<i>N° de jugement du Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>Greffé</i>	<i>Entité dont émane la décision</i>	<i>Réparation accordée/dépens prononcés par le Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>N° d'arrêt du Tribunal d'appel</i>	<i>Réparation confirmée/annulée/rejetée/ accordée par le Tribunal d'appel</i>	<i>Montant net versé (dollars É.-U., sauf indication contraire)</i>	<i>Date du paiement</i>
			iii) Le requérant est réputé avoir été en congé de maladie certifié et avoir reçu son plein traitement iv) Rejet de la demande d'indemnité spéciale pour le fils handicapé du requérant				
UNDT/2018/078	New York	Département de la gestion	i) Annulation du calcul du montant de l'indemnité de licenciement effectué par l'Administration	2019-UNAT-906	Chef i) infirmé	—	—
—			ii) Obligation faite à l'Administration de fournir des feuilles de calcul révisées		Chef ii) infirmé		
			iii) Octroi d'une somme de 5 000 dollars pour vice de procédure		Chef iii) infirmé		
UNDT/2018/079	Nairobi	FINUL	i) Annulation de la décision de non-sélection	2019-UNAT-907	Chef i) confirmé	—	—
			ii) Réintégration de la requérante du 1 ^{er} juillet au 22 août 2015 et octroi du traitement de base net et des autres droits correspondants		Chef ii) confirmé		
UNDT/2018/082	Genève	MANUA	i) Octroi d'une somme correspondant à 9 mois d'indemnité de fonctions pour la classe P-4 à titre de compensation pour la différence de traitement	—	—	1 000	21 décembre 2018
			ii) Octroi d'une somme de 1 000 dollars au titre de l'atteinte portée aux perspectives d'avancement				
UNDT/2018/083	Nairobi	MANUI	Octroi d'une somme correspondant à 6 mois du traitement de base net pour licenciement irrégulier	2019-UNAT-909	Montant de la réparation porté à 24 mois du traitement de base net	—	—
UNDT/2018/084	Genève	HCR	i) Annulation de la décision portant refus de promotion	—	—	6 000 francs suisses	18 octobre 2018
			ii) À titre subsidiaire, versement d'une indemnité de 6 000 francs suisses				

<i>N° de jugement du Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>Greffé</i>	<i>Entité dont émane la décision</i>	<i>Réparation accordée/dépens prononcés par le Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>N° d'arrêt du Tribunal d'appel</i>	<i>Réparation confirmée/annulée/rejetée/ accordée par le Tribunal d'appel</i>	<i>Montant net versé (dollars É.-U., sauf indication contraire)</i>	<i>Date du paiement</i>
UNDT/2018/086	Genève	UNICEF	i) Annulation de la décision de renvoi, qui est remplacée par une suspension sans traitement de 3 mois ii) À titre subsidiaire, versement d'une indemnité correspondant à 1 an de traitement de base net	2019-UNAT-913	Chef i) infirmé Chef ii) infirmé	— —	
UNDT/2018/092	New York	Services d'appui au développement	i) Annulation de la décision de non-renouvellement et réintégration du requérant à titre rétroactif du 1 ^{er} mars 2017 au 28 février 2019 ii) Octroi d'une somme correspondant au traitement et aux cotisations dues à la Caisse commune de pension pour la période allant du 1 ^{er} mars 2017 à la date effective de la réintégration, à titre d'indemnisation pour perte de revenus iii) À titre subsidiaire, en lieu et place de la réintégration, versement d'une indemnité correspondant à 2 ans de traitement de base net	2019-UNAT-916	Chef i) infirmé Chef ii) infirmé	— —	
UNDT/2018/093			i) Annulation de la décision d'exclure la candidature du requérant à un poste de traducteur (russe) (P-3) à l'Office des Nations Unies à Nairobi ii) À titre subsidiaire, versement d'une indemnité correspondant à 2 mois de traitement de base net	En appel	—	— —	
UNDT/2018/099	New York	Département de la gestion	i) Annulation de la décision par laquelle l'Administration a refusé de remédier aux incidences négatives sur les pensions de retraite des requérantes des contrats de travail à elles offertes au titre de leurs dernières années de service au rang de Sous-Secrétaire générale et de Secrétaire générale adjointe	En appel	—	— —	

<i>N° de jugement du Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>Greffe</i>	<i>Entité dont émane la décision</i>	<i>Réparation accordée/dépens prononcés par le Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>N° d'arrêt du Tribunal d'appel</i>	<i>Réparation confirmée/annulée/rejetée/ accordée par le Tribunal d'appel</i>	<i>Montant net versé (dollars É.-U., sauf indication contraire)</i>	<i>Date du paiement</i>
			ii) À titre subsidiaire, versement à chaque requérante d'une indemnité correspondant à 3 mois de traitement de base net iii) Octroi d'une somme de 10 000 dollars à chaque requérante au titre du préjudice moral iv) Obligation de fixer le montant de la juste et raisonnable indemnité à verser en réparation du préjudice matériel subi du fait de la violation				
UNDT/2018/103	Genève	CESAP	i) Annulation de la décision d'exclure la candidature du requérant à un poste de réviseur (russe) (New York) ii) À titre subsidiaire, versement d'une indemnité de 2 500 dollars	En appel	—	—	—
UNDT/2018/104	Genève	CESAP	i) Annulation de la décision d'exclure la candidature du requérant à un poste de traducteur autoréviseur (russe) (Vienne) ii) À titre subsidiaire, versement d'une indemnité correspondant à 25 % de la différence, calculée sur deux ans, entre le montant du traitement de base net pour la classe et l'échelon du requérant à la date de la décision contestée et le montant du traitement de base net qu'il aurait reçu s'il avait obtenu le poste	En appel	—	—	—
UNDT/2018/105	New York	DESA	i) Obligation de considérer la requérante comme remplissant les conditions requises pour s'affilier à l'assurance maladie après la cessation de service, avec effet rétroactif à la date de son départ à la retraite, le bénéfice de l'assurance maladie étant réputé acquis à la date à laquelle la requérante acquitte volontairement les	En appel	—	—	—

<i>N° de jugement du Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>Greffe</i>	<i>Entité dont émane la décision</i>	<i>Réparation accordée/dépens prononcés par le Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>N° d'arrêt du Tribunal d'appel</i>	<i>Réparation confirmée/annulée/rejetée/ accordée par le Tribunal d'appel</i>	<i>Montant net versé (dollars É.-U., sauf indication contraire)</i>	<i>Date du paiement</i>
			cotisations supplémentaires requises pour atteindre les 10 ans d'affiliation				
			ii) Aucune indemnité à titre subsidaire				
			iii) Octroi d'une somme de 3 000 dollars au titre du préjudice moral				
UNDT/2018/108	Nairobi	HCR	Octroi d'une somme de 5 000 dollars au titre de la perte de chance et de 4 000 dollars au titre du préjudice moral	En appel	—	—	—
UNDT/2018/115	Nairobi	HCR	i) Renvoi de l'affaire au Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation, avec l'assentiment du Secrétaire général, pour la constitution de la commission médicale conformément à l'appendice D du Règlement du personnel et pour reprise de la procédure	—	—	—	—
			ii) Octroi d'une somme correspondant à 3 mois de traitement de base net pour les retards de la procédure				
UNDT/2018/118	Nairobi	MINUL	i) Non-respect de l'expectative légitime d'un engagement d'une durée plus longue	—	—	7 054,75	22 février 2019
			ii) Octroi d'une somme correspondant à 6 mois du traitement de base net, déduction faite de l'indemnité tenant lieu de préavis reçue par le requérant à la cessation de service				
UNDT/2018/136	New York	Département de la gestion	i) Annulation de la décision de non-sélection	En appel	—	—	—
			ii) Obligation de recommencer le processus de sélection				

<i>N° de jugement du Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>Greffe</i>	<i>Entité dont émane la décision</i>	<i>Réparation accordée/dépens prononcés par le Tribunal du contentieux administratif</i>	<i>N° d'arrêt du Tribunal d'appel</i>	<i>Réparation confirmée/annulée/rejetée/ accordée par le Tribunal d'appel</i>	<i>Montant net versé (dollars É.-U., sauf indication contraire)</i>	<i>Date du paiement</i>
			iii) À titre subsidiaire, versement d'une indemnité correspondant à 3 mois de traitement de base net				

Abréviations : BANUS : Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie ; BSCI : Bureau des services de contrôle interne ; CEA : Commission économique pour l'Afrique ; CESAO : Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale ; CESAP : Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ; DESA : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat ; DGACM : Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences ; FINUL : Force intérimaire des Nations Unies au Liban ; FNUOD : Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement ; HCDC : Haut-Commissariat aux droits de l'homme ; HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; MANUA : Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ; MANUI : Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq ; MINUK : Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo ; MINUL : Mission des Nations Unies au Libéria ; MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ; MINUSS : Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ; MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; OCHA : Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat ; ONUG : Office des Nations Unies à Genève ; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance.